

Le règlement du concours n° AN95302A peut être obtenu sur demande au Secrétariat permanent de recrutement.

Date limite d'inscription :

Les inscriptions au concours n° AN95302A doivent parvenir, au plus tard le 20 juin 1995, au Secrétariat permanent de recrutement.

(La presse est invitée à reproduire le présent avis.)

Het examenreglement nr. AN95302A kan op aanvraag bij het Vast Wervingssecretariaat worden bekomen.

Uiterste inschrijvingsdatum :

De inschrijvingen voor het examen nr. AN95302A moeten uiterlijk op 20 juni 1995 op het Vast Wervingssecretariaat toekomen.

(De pers wordt verzocht dit bericht op te nemen.)

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Publication des places vacantes :

- juge consulaire au tribunal de commerce :
 - de Tongres : 1;
 - de Bruges : 1.

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste au Ministre de la Justice dans un délai de deux mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire);

- employé au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de :
 - Bruxelles : 1;
 - Verviers : 1.

Les candidats sont priés d'adresser leur demande par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, dans un délai de deux mois à partir de la publication du présent avis.

Les candidats sont priés de joindre une copie de l'attestation de réussite de l'examen organisé par le Ministre de la Justice pour les greffes et les parquets des cours et tribunaux et ce pour l'emploi qu'ils postulent.

[C — 9429]

24 AVRIL 1995. — Circulaire ministérielle relative à l'extradition et à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les états parties à la convention d'application de l'accord de Schengen du 19 juin 1990

A Madame le Premier Président et à Messieurs les premiers Présidents des cours d'appel
A Messieurs les Procureurs généraux près les cours d'appel

Madame le Premier Président,
Monsieur le Premier Président,
Monsieur le Procureur général,

Le 26 mars 1995, la convention d'application de l'accord de Schengen, signée à Schengen le 19 juin 1990 et approuvée par la loi du 18 mars 1993 (*Moniteur belge* 15 octobre 1993), est entrée en vigueur à l'égard de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Espagne, de la France, du Luxembourg, des Pays-Bas et du Portugal. Cette entrée en vigueur a des effets importants sur la coopération judiciaire entre la Belgique et ces Etats.

L'objet de la présente circulaire est d'indiquer de façon précise, à l'intention des différentes autorités et services intervenants, les règles applicables à partir du 26 mars dans les relations entre la Belgique et ces Etats, en ce qui concerne l'extradition et l'entraide judiciaire en matière pénale. C'est la présente circulaire qui doit constituer l'instrument de référence pour la détermination de ces règles.

En termes généraux, la relation entre les différents instruments de coopération existants sera la suivante

1° en ce qui concerne l'extradition

— Le traité Benelux demeure la base juridique pour l'extradition avec le Luxembourg et les Pays-Bas. Néanmoins, les dispositions de la convention Schengen qui vont plus loin que celles prévues par le traité Benelux s'appliquent, de même que les dispositions qui facilitent l'application de ce traité

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bekendmaking van de openstaande plaatsen :

- rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te :
 - Tongeren : 1;
 - Brugge : 1.

De candidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven aan de Minister van Justitie worden gericht binnen een termijn van twee maanden na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het *Gerechtelijk Wetboek*);

- beambte bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te :
 - Brussel : 1;
 - Verviers : 1.

De kandidaten worden verzocht hun aanvraag te richten bij een ter post aangetekend schrijven tot de heer Minister van Justitie, binnen een termijn van twee maanden na de bekendmaking van dit bericht.

De kandidaten dienen een afschrift bij te voegen van het bewijs dat zij geslaagd zijn voor het examen voor de griffies en parketten van hoven en rechtbanken, ingericht door de Minister van Justitie, en dit voor het ambt waarvoor zij kandidaat zijn.

[C — 9429]

24 APRIL 1995. — Ministeriële omzendbrief met betrekking tot de uitlevering en de wederzijdse rechtshulp in strafzaken tussen de lidstaten van de Uitvoeringsovereenkomst van het Akkoord van Schengen van 19 juni 1990

Aan Meyrouw de Eerste Voorzitter en aan de heren Eerste Voorzitters van de hoven van beroep
Aan de Heren Procureurs-generaal bij de hoven van beroep

Mevrouw de Eerste Voorzitter,
Mijnheer de Eerste Voorzitter,
Mijnheer de Procureur-generaal,

Op 26 maart 1995 is de Uitvoeringsovereenkomst van het Akkoord van Schengen, ondertekend te Schengen op 19 juni 1990 en goedgekeurd bij wet van 18 maart 1993 (*Belgisch Staatsblad* 15 oktober 1993), in werking getreden ten aanzien van Duitsland, België, Spanje, Frankrijk, Luxemburg, Nederland en Portugal. Deze inwerkingtreding heeft belangrijke gevolgen op de gerechtelijke samenwerking tussen België en deze Staten.

Het doel van deze omzendbrief is op een nauwkeurige wijze weer te geven, ter wille van de verschillende overheden en de bemiddelende diensten, welke de toepasselijke regels zijn vanaf 26 maart in de relaties tussen België en deze Staten wat betreft de uitlevering en de wederzijdse rechtshulp in strafzaken. Het is deze omzendbrief die het verwijzingsinstrument moet zijn voor de vaststelling van die regels.

In algemene bewoordingen wordt de relatie tussen de verschillende bestaande samenwerkingsakkoorden de volgende

1° betreffende de uitlevering

— Het Beneluxverdrag blijft de juridische grondslag voor de uitlevering met Luxemburg en Nederland. Niettemin worden de bepalingen van de Schengen-Overeenkomst die verder gaan dan deze voorzien door het Beneluxverdrag alsook de bepalingen die de toepassing van dit verdrag vergemakkelijken, van toepassing.

— Les traités bilatéraux ne sont plus applicables dans les relations avec l'Allemagne, l'Espagne, la France et le Portugal et la base juridique est dorénavant la convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957, en vertu de l'article 60 de la convention Schengen. En outre, les dispositions de la convention Schengen qui vont plus loin que celles prévues par la convention européenne s'appliquent, de même que les dispositions qui facilitent l'application de cette convention.

La convention européenne est applicable à l'égard de la Belgique avec les réserves et déclarations faites par l'Allemagne, l'Espagne, la France et le Portugal à l'occasion du dépôt de leur instrument de ratification de cette convention, de même qu'avec les réserves et déclarations faites par la Belgique à l'occasion du dépôt de l'instrument de ratification de la convention d'application de l'accord de Schengen.

— le traité bilatéral avec la France reste applicable aux demandes concernant les territoires non européens de la France, ceux-ci étant exclus du champ d'application de la convention Schengen (article 138).

2° — en ce qui concerne l'entraide judiciaire :

— Le traité Benelux demeure la base juridique pour l'entraide judiciaire avec le Luxembourg et les Pays-Bas, de même que la convention européenne d'entraide judiciaire du 20 avril 1959 reste la base juridique pour l'entraide avec l'Allemagne, l'Espagne, la France et le Portugal. Néanmoins, les dispositions de la convention Schengen qui vont plus loin que celles prévues par le traité ou la convention s'appliquent, de même que les dispositions qui facilitent l'application de ce traité ou de cette convention.

Ces nouvelles dispositions sont, conformément aux règles qui régissent l'application des lois de procédure dans le temps, applicables aux faits commis avant leur entrée en vigueur, de même qu'immédiatement applicables aux procédures en cours.

Seront abordées successivement dans cette circulaire, dans un premier chapitre, l'extradition, puis, dans un second chapitre, l'entraide judiciaire en matière pénale. Le premier chapitre est divisé en deux sections, la première consacrée aux conditions de l'extradition, la seconde à la procédure d'extradition. A propos de chaque point, la situation juridique qui résulte de la combinaison des différents instruments applicables sera indiquée, en relation avec chacun des Etats à l'égard desquels la convention Schengen est entrée en vigueur le 26 mars.

Il est à noter que la convention Schengen n'entre pas en vigueur immédiatement à l'égard de deux des Etats signataires de l'accord de Schengen : l'Italie et la Grèce. A l'égard de ces deux Etats, la situation juridique reste par conséquent inchangée après le 26 mars et il n'en sera pas fait mention dans l'exposé qui suit. La date d'entrée en vigueur à l'égard de ces deux Etats reste incertaine. Il est à noter également que l'Autriche devrait signer très prochainement l'accord de Schengen et que le Danemark pourrait en faire autant ultérieurement. Il n'a cependant pas été tenu compte de ces développements ultérieurs possibles dans cette circulaire. Le cas échéant, la présente circulaire sera modifiée pour tenir compte de l'entrée en vigueur de la convention à l'égard de nouveaux Etats.

CHAPITRE Ier. — L'extradition

I. Les conditions d'extradition

1. Infractions pouvant donner lieu à extradition.

1.1. Taux de la peine

1.1.1. Extradition en vue de poursuites pénales

A. Benelux :

La règle selon laquelle les faits pouvant donner lieu à extradition doivent être punissables d'une peine d'emprisonnement ou d'une mesure de sûreté emportant privation de liberté avec un maximum d'au moins 6 mois ou d'une peine ou mesure de sûreté plus sévère reste d'application (article 2 du traité Benelux).

— De bilaterale verdragen zijn niet meer toepasselijk in de relaties tot Duitsland, Spanje, Frankrijk en Portugal en de juridische grondslag wordt voortaan het Europees Uitleveringsverdrag van 13 december 1957, krachtens artikel 60 van de Schengen-overeenkomst. Bovendien worden de bepalingen van de Schengen-Overeenkomst die verder gaan dan deze voorzien door het Europees verdrag alsook de bepalingen die de toepassing van dit verdrag vergemakkelijken, van toepassing.

Het Europees Uitleveringsverdrag is ten aanzien van België toepasselijk zijn met de voorbehouden en verklaringen geformuleerd door Duitsland, Spanje, Frankrijk en Portugal ter gelegenheid van de neerlegging van hun bekrachtigingsakte van dit Verdrag, alsook met de voorbehouden en verklaringen geformuleerd door België ter gelegenheid van de neerlegging van de bekrachtigingsakte van de Uitvoeringsovereenkomst van het Akkoord van Schengen.

— Het bilateraal verdrag met Frankrijk blijft toepasselijk voor de verzoeken betreffende het niet-Europees grondgebied van Frankrijk vermits deze van de Schengen-Overeenkomst uitgesloten wordt (artikel 138).

2° betreffende de wederzijdse rechtshulp :

— Het Beneluxverdrag blijft de juridische grondslag voor de wederzijdse rechtshulp met Luxemburg en Nederland, alsook het Europees verdrag aangaande de wederzijdse rechtshulp van 20 april 1959 voor de rechtshulp met Duitsland, Spanje, Frankrijk en Portugal. Niettemin zijn de bepalingen van de Schengen-Overeenkomst die verder gaan dan deze voorzien door de respectievelijke verdragen alsook de bepalingen die de toepassing ervan vergemakkelijken, van toepassing.

Deze nieuwe bepalingen zijn, overeenkomstig de regels betreffende de toepassing van procedurewetten in de tijd, toepasselijk op de feiten die gepleegd zijn voor hun inwerkingtreding en zelfs onmiddellijk van toepassing op de hangende procedures.

Achtereenvolgens worden in de omzendbrief in een eerste hoofdstuk, de uitlevering, in een tweede hoofdstuk, de wederzijdse rechtshulp in strafzaken behandeld. Het eerste hoofdstuk is onderverdeeld in twee delen, het eerste is gewijd aan de uitleveringsvoorwaarden, het tweede aan de uitleveringsprocedure. Naar aanleiding van ieder punt wordt de juridische situatie die voortvloeit uit de vereniging van de verschillende toepasselijke akkoorden, in relatie tot elk van de Staten ten aanzien van de welke de Schengen-Overeenkomst in werking is getreden op 26 maart 1995, aangegeven.

Men moet opmerken dat de Schengen-Overeenkomst niet onmiddellijk in werking treedt ten aanzien van twee van de ondertekenende Staten van het Akkoord van Schengen : Italië en Griekenland. Ten aanzien van deze twee Staten blijft de juridische situatie na 26 maart 1995 bijgevolg ongewijzigd en er wordt geen melding van gemaakt in de uiteenzetting die volgt. De datum van inwerkingtreding ten aanzien van deze twee Staten blijft onzeker. Men moet eveneens opmerken dat Oostenrijk zeer binnenkort het Akkoord van Schengen zal ondertekenen en dat Denemarken dat later evenzeer zou kunnen doen. In deze omzendbrief is evenwel geen rekening gehouden met deze mogelijke latere ontwikkelingen. In voorkomend geval wordt de huidige omzendbrief aangepast om rekening te houden met de inwerkingtreding van de Overeenkomst ten aanzien van de nieuwe Staten.

HOOFDSTUK I. — De uitlevering

I. De voorwaarden tot uitlevering

1. Misdriften die aanleiding kunnen geven tot uitlevering

1.1. Strafmaatdrempel

1.1.1. Uitlevering ter fine van strafvervolgning

A. Benelux

De regel, krachtens dewelke de tot uitlevering aanleiding gevende feiten strafbaar moeten gesteld zijn met een vrijheidsstraf of met een maatregel, welke vrijheidsbeneming meebrengt, met een maximum van ten minste zes maanden, dan wel met een zwaardere straf of maatregel, blijft toepassing vinden (artikel 2 van het Beneluxverdrag).

B. Allemagne, France, Portugal et Espagne :

A l'égard de ces Etats membres de Schengen, les faits doivent être punissables d'une peine d'emprisonnement ou d'une mesure de sûreté privative de liberté d'un maximum d'au moins 1 an ou d'une peine plus sévère (article 2.1 de la convention européenne d'extradition).

Si la demande d'extradition est adressée à la France, le fait doit être punissable d'après la loi française d'une peine ou mesure de sûreté privative de liberté d'un maximum d'au moins 2 ans et selon le droit belge d'un maximum d'au moins 1 an (article 61 de la convention de Schengen).

En outre, la France pourra refuser l'extradition s'il s'agit de peines plus sévères que les peines d'emprisonnement ou mesures de sûreté privatives de liberté et qui ne sont pas prévues dans l'échelle des peines applicables en France (réserve faite par la France à l'égard de l'article 2 de la convention européenne).

Le Portugal quant à lui n'accordera l'extradition que pour les infractions punissables d'une peine d'emprisonnement supérieure à un an. En outre, il n'accordera pas l'extradition de personnes lorsqu'elles sont réclamées pour une infraction à laquelle correspondra une peine ou une mesure de sûreté à caractère perpétuel (réserve faite par le Portugal à l'égard de l'article 2 de la convention européenne). Toutefois, l'extradition sera accordée lorsque l'Etat requérant assure de promouvoir, selon la législation et sa pratique en matière d'exécution des peines, les mesures d'aménagement dont pourrait bénéficier la personne réclamée (déclaration faite à l'occasion de l'adhésion du Portugal à Schengen).

Il conviendra, par conséquent, en cas de demande d'extradition adressée au Portugal pour un fait punissable d'une peine privative de liberté à perpétuité, que l'autorité belge compétente rappelle les règles de la libération conditionnelle qui seront applicables à la personne dont l'extradition est demandée, en cas de condamnation.

Avant l'entrée en vigueur de la convention de Schengen il fallait se référer aux traités bilatéraux qui faisaient application de listes d'infractions pouvant donner lieu à extradition, avec pour la France et le Portugal l'exigence cumulative d'une peine minimum.

1.1.2. Extradition en vue d'exécution de peines

A. Benelux :

La règle selon laquelle la peine ou mesure de sûreté imposée doit être d'une durée minimum de 3 mois reste d'application (article 2 du traité Benelux).

B. Allemagne, France, Portugal et Espagne :

La peine ou mesure imposée doit être d'au moins 4 mois (article 2.1 de la convention européenne).

Avant l'entrée en vigueur de l'Accord de Schengen, il fallait se référer aux traités bilatéraux qui faisaient application du système de liste d'infractions pour lesquelles on pouvait accorder l'extradition avec, pour la France et le Portugal, une condition cumulative de taux de peine minimum.

Il convient de rappeler que ces seuils sont des minima et qu'il appartient à l'autorité judiciaire qui envisage de demander l'extradition d'une personne condamnée de vérifier, au regard des règles applicables à l'exécution des peines et de la durée prévisible de la procédure d'extradition, que la demande se justifie.

1.1.3. Extradition accessoire

A. Benelux :

Le principe de l'extradition accessoire — extradition qui est toujours facultative — prévu dans le traité Benelux reste d'application.

Si la demande d'extradition vise donc plusieurs faits distincts, mais dont certains ne remplissent pas la condition relative au taux de la peine, la Partie requise aura la faculté d'accorder également l'extradition pour ces derniers.

B. Duitsland, Frankrijk, Portugal en Spanje

Ten opzichte van deze Schengen-lidstaten wordt de minimumstrafmaat die een vrijheidsstraf of vrijheidsbenemende maatregel moet bedragen, gesteld op een maximum van tenminste 1 jaar, of een zwaardere straf (artikel 2.1 van het Europees Uitleveringsverdrag).

Wordt het verzoek tot uitlevering gericht aan Frankrijk, dan moet het feit volgens de Franse wetgeving strafbaar gesteld zijn met een vrijheidsbenemende straf of maatregel met een maximum van tenminste 2 jaar en naar het recht van de Belgische Staat met een maximum van tenminste 1 jaar (artikel 61 Schengen-Overeenkomst).

Bovendien zal Frankrijk de uitlevering kunnen weigeren als het gaat over strengere straffen dan vrijheidsbenemende straffen of beveiligingsmaatregelen en deze niet voorzien zijn in de schaal van toepasselijke straffen in Frankrijk (voorbehoud geformuleerd door Frankrijk ten aanzien van artikel 2 van het Europees Uitleveringsverdrag).

Portugal daarentegen zal slechts uitlevering toestaan voor een misdrijf dat strafbaar is met een vrijheidsbenemende straf van meer dan 1 jaar maar zal geen uitlevering toestaan wanneer de opgeëiste persoon blootgesteld is aan een straf of beveiligingsmaatregel van levenslange aard (voorbehoud geformuleerd door Portugal ten aanzien van artikel 2 van het Europees Uitleveringsverdrag), tenzij de verzoekende Staat waarborgt, naar nationaal recht of volgens haar praktijk inzake tenuitvoerlegging van straffen, de toepassing van de voorzieningen tot wijziging van de straf of maatregel, dan wel van de tenuitvoerlegging daarvan ten gunste van de opgeëiste persoon te bevorderen (verklaring afgelegd ter gelegenheid van de toetreding van Portugal bij de Schengen-Overeenkomst).

Bijgevolg komt het er op aan, dat, wanneer een uitleveringsverzoek tot Portugal wordt gericht voor een feit dat strafbaar is met een levenslange vrijheidsbenemende straf, de bevoegde Belgische overheid dient te herinneren aan de regels van de voorwaardelijke invrijheidstelling die toepasselijk zullen zijn ten opzichte van de opgeëiste persoon, in geval van een veroordeling.

Vóór de inwerkingtreding van de Schengen Overeenkomst golden de bilaterale verdragen die toepassing maakten van de lijsten van voor uitlevering in aanmerking komende misdrijven, voor Frankrijk en Portugal cumulatief te lezen met de in het Verdrag opgenomen minimum strafmaat.

1.1.2. Uitlevering ter fine van strafexecutie

A. Benelux

De strafmaat, volgens dewelke de opgelegde straf of maatregel een minimumduur van 3 maanden moet bedragen, blijft van kracht (artikel 2 van het Beneluxverdrag).

B. Duitsland, Frankrijk, Portugal en Spanje

De opgelegde straf of maatregel moet minstens 4 maanden bedragen (artikel 2.1 van het Europees Uitleveringsverdrag).

Vóór de inwerkingtreding van de Schengen-Overeenkomst golden de bilaterale verdragen die toepassing maakten van de lijsten van voor uitlevering in aanmerking komende misdrijven, voor Frankrijk en Portugal cumulatief te lezen met de in het bilateraal Verdrag opgenomen minimum strafmaat.

Men dient eraan te herinneren dat de drempels minima zijn en dat het aan de rechterlijke overheid die het uitleveringsverzoek van een veroordeelde persoon overweegt, behoort, na te gaan of het verzoek gerechtvaardigd is, rekening houdend met de toepasselijke regels aangaande de uitvoering van straffen en de voorzienbare duur van de uitleveringsprocedure.

1.1.3. Bijkomende uitlevering

A. Benelux

Het principe van de bijkomende uitlevering, uitlevering die steeds facultatief is, zoals gestipuleerd in het Beneluxverdrag blijft van kracht.

Indien het verzoek tot uitlevering dus betrekking heeft op verscheidene afzonderlijke feiten, waarvan sommige niet voldoen aan de voorwaarde met betrekking tot de hoogte van de straf, is de aangezochte Staat bevoegd de uitlevering eveneens ter zake van deze laatste feiten toe te staan. (artikel 2.2 van het Beneluxverdrag).

B. Allemagne, France, Portugal et Espagne :

En ce qui concerne ces Etats, l'extradition accessoire facultative constitue une extension du champ d'application de l'extradition.

Avant l'entrée en vigueur de la convention de Schengen chaque infraction pour laquelle l'extradition était demandée devait en effet satisfaire aux conditions reprises dans les traités bilatéraux.

L'extradition accessoire avec ces Etats a la même portée que dans le traité Benelux (article 2.2 de la convention européenne).

1.1.4. Peines et mesures de sûreté**A. Benelux :**

Les Etats membres s'engagent à se livrer les individus qui sont poursuivis pour une infraction ou recherchés aux fins d'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté, par les autorités judiciaires de la Partie requérante.

Les faits pour lesquels l'extradition est demandée doivent être punissables d'une peine privative de liberté ou d'une mesure de sûreté privative de liberté (articles 1 et 2.1 du traité Benelux).

Par "mesures de sûreté" on entend toutes mesures privatives de liberté qui ont été ordonnées en complément ou en substitution d'une peine, par sentence d'une juridiction pénale (article 47 du traité du traité Benelux).

En droit belge, c'est le cas de l'internement des malades mentaux prononcé en vertu de la loi du 9 avril 1930 de défense sociale, modifiée par la loi du 1er juillet 1964.

C'est également le cas pour la mise à disposition du gouvernement des récidivistes et délinquants d'habitude réglée par la même loi, ainsi que pour la mise à disposition du gouvernement des souteneurs prévue à l'article 380bis 3° du code pénal.

B. Allemagne, France, Portugal et Espagne :

Ces Etats s'engagent également à se livrer les individus qui sont poursuivis pour une infraction ou recherchés aux fins d'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté par les autorités judiciaires de la Partie requérante (articles 1er et 2.1 de la convention européenne).

Le terme "mesures de sûreté" a le même contenu que dans l'article 47 du traité Benelux (article 25 de la convention européenne).

Avant l'entrée en vigueur de la convention de Schengen, il n'était pas fait mention dans les traités bilatéraux du concept de "mesures de sûreté", à l'exception de celui avec l'Allemagne où il était prévu la possibilité d'extradition pour exécution d'une mesure de sûreté, mais on entendait uniquement par ce terme une mesure privative de liberté prononcée à l'encontre des récidivistes ou délinquants d'habitude (article 1 du traité avec l'Allemagne).

1.2. Exclusion de certaines infractions.**1.2.1. Infractions politiques**

La convention d'application de l'Accord de Schengen n'apporte pas de modifications importantes dans ce domaine.

1° Principes

Dans les relations Benelux comme dans les relations avec l'Allemagne, la France, l'Espagne et le Portugal, les infractions politiques sont exclues de l'extradition (article 3.1 du traité Benelux et article 3 de la convention européenne d'extradition).

La clause de discrimination qui était déjà contenue dans la loi sur les extraditions à l'article 2bis reçoit également une base juridique internationale par l'article 3.2 de la convention européenne d'extradition. Conformément à cette disposition, l'extradition sera également refusée si la Partie requise a des raisons sérieuses de croire que la demande d'extradition motivée par une infraction de droit commun a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir un individu pour des considérations de race, de religion, de nationalité ou d'opinions politiques ou que la

B. Duitsland, Frankrijk, Portugal en Spanje

Ten aanzien van deze Staten vormt de figuur van de bijkomende uitlevering, uitlevering die steeds facultatief is, een uitbreiding van het toepassingsveld van de uitlevering.

Voor de inwerkingtreding van de Schengen-Overeenkomst moest elk misdrijf waarvoor tot uitlevering werd verzocht, voldoen aan de voorwaarden in de respectievelijke bilaterale verdragen.

Inhoudelijk krijgt de bijkomende uitlevering dezelfde betekenis als in het Beneluxverdrag (artikel 2.2 van het Europees Uitleveringsverdrag).

1.1.4. Straffen en beveiligingsmaatregelen**A. Benelux**

De lidstaten verbinden zich tot uitlevering van een persoon die wegens een strafbaar feit door de gerechtelijke overheden van de aanzoekende Staat wordt vervolgd of van een persoon die door de gerechtelijke overheden van de aanzoekende Staat wordt gezocht tot strafuitvoering.

De feiten waarvoor tot uitlevering wordt verzocht, moeten strafbaar zijn met een vrijheidsstraf of met een vrijheidsbenemende maatregel (artikel 1 en 2.1 van het Beneluxverdrag).

Onder 'maatregelen' worden in het Verdrag verstaan 'alle maatregelen die vrijheidsbeneming meebrengen en die bij vonnis van de strafrechter worden opgelegd naast of in plaats van een straf' (artikel 47 van het Beneluxverdrag).

In het Belgisch recht is dit het geval met de internering van krankzinnigen en abnormalen, uitgesproken krachtens de Wet van 9 april 1930 op de bescherming van de maatschappij, zoals ze werd vervangen door de Wet van 1 juli 1964.

Vallen mede onder deze omschrijving, de door dezelfde wet geregelde terbeschikkingstelling van de regering van recidivisten en gewoontemisdadigers, alsook de terbeschikkingstelling van de regering van souteneurs, zoals bepaald in artikel 380bis, 3° SW.

B. Duitsland, Frankrijk, Portugal en Spanje

Deze Staten verbinden er zich eveneens toe personen uit te leveren ter fine van strafvervolgung voor een misdrijf of ter fine van strafexecutie van een vrijheidsstraf of vrijheidsbenemende maatregel uitgesproken door de gerechtelijke overheden van de verzoekende Staat (artikelen 1 en 2.1 van het Europees Uitleveringsverdrag).

Aan het begrip 'maatregelen' wordt dezelfde betekenis gegeven als in het artikel 47 van het Beneluxverdrag (artikel 25 van het Europees Uitleveringsverdrag).

Vóór de inwerkingtreding van de Schengen Overeenkomst werd in de bilaterale verdragen geen gewag gemaakt van het begrip 'beveiligingsmaatregelen', behalve in dat met Duitsland waar de mogelijkheid werd voorzien van uitlevering ter fine van tenuitvoerlegging van een beveiligingsmaatregel aan dewelke enkel de betekenis werd gegeven van maatregel van vrijheidsberoving gelast tegen recidivisten of gewoontemisdadigers (artikel 1 van het Verdrag met Duitsland).

1.2. Uitsluiting van bepaalde misdrijven**1.2.1. Politieke misdrijven**

De Uitvoeringsovereenkomst van het Akkoord van Schengen brengt geen belangrijke wijzigingen op dit gebied.

1° Principes

Zowel in de Benelux als in de relaties tot Duitsland, Frankrijk, Spanje en Portugal worden politieke misdrijven van uitlevering uitgesloten (artikel 3.1 van het Beneluxverdrag en artikel 3 van het Europees Uitleveringsverdrag).

De discriminatieclausule, die reeds vervat was in artikel 2bis van de Uitleveringswet, bekomt aldus een internationale rechtsgrond door artikel 3.2 van het Europees Uitleveringsverdrag. Overeenkomstig deze bepaling zal de uitlevering evenmin worden toegestaan wanneer er ernstige redenen bestaan om aan te nemen dat het verzoek gedaan is met de bedoeling een persoon te vervolgen of te straffen op grond van zijn ras, godsdienst, nationaliteit of politieke gezindheid, dan wel dat de positie van de betrokkene om een van deze redenen ongunstig dreigt te

situation de cet individu risque d'être aggravée pour l'une ou l'autre de ces raisons (article 3.2 de la convention européenne d'extradition et article 5 de la convention pour la répression du terrorisme).

Une définition du concept "d'infraction politique" n'est pas donnée. Il appartient à l'Etat requis d'en définir le contour.

2° Attentat contre un chef d'Etat ou un membre de sa famille

N'est pas considéré comme une infraction politique l'attentat à la vie ou à la liberté d'un chef d'Etat ou d'un membre de sa famille (article 3.3. de la Convention européenne d'extradition, art. 3.2. du traité Benelux).

La France se réserve toutefois le droit d'apprécier, en fonction des circonstances particulières de chaque affaire, si l'attentat à la vie d'un chef d'Etat ou d'un membre de sa famille revêt ou non un caractère politique.

3° Désertion

Dans les relations Benelux, la désertion n'est pas considérée comme une infraction politique (art. 3.2. du traité Benelux).

4° Terrorisme

L'Espagne ne considère pas comme infractions politiques les infractions de terrorisme (déclaration à l'article 3 de la Convention européenne d'extradition).

Le Portugal et l'Allemagne ne considèrent pas comme infractions politiques les infractions visées à l'article 1er de la Convention européenne pour la répression du terrorisme. Cet article concerne le terrorisme dans le domaine de l'aviation civile, l'atteinte à des personnes protégées (dont les diplomates), l'enlèvement ou la prise d'otages, les infractions comportant l'utilisation de bombes, armes automatiques dans la mesure où cette utilisation présente un danger pour les personnes, de même que la tentative et la participation à une telle infraction.

La France, les Pays-Bas et la Belgique peuvent ne pas considérer comme infractions politiques les infractions visées à l'article 1er de cette convention, mais se réservent le droit de refuser l'extradition s'ils considèrent l'infraction commise comme politique (réserves faite à l'article 13 de la Convention européenne pour la répression du terrorisme).

Lorsque la Belgique est Etat requis, elle ne considérera cependant jamais comme infractions politiques les infractions commises à l'occasion de prises d'otages ou toute infraction connexe.

En outre, les Etats peuvent ne pas considérer comme infraction politique, comme infraction connexe à une infraction politique ou comme infraction motivée par des mobiles politique tout acte grave de violence qui n'est pas visé à l'article 1er et qui est dirigé contre la vie, l'intégrité corporelle ou la liberté des personnes. Il en va de même en ce qui concerne tout acte grave contre des biens, lorsqu'il a créé un danger collectif pour des personnes. Il en va de même pour la tentative de commettre un de ces faits ou la participation en tant que coauteur ou complice d'une personne qui commet ou tente de commettre une telle infraction (article 2 de la convention pour répression du terrorisme).

5° Application pratique dans le cadre de Schengen

Vu le fondement et les objectifs de l'Accord de Schengen, et en tenant compte de la nature des relations entre les Etats parties à l'Accord de Schengen, qui sont également membres de l'Union européenne, il convient d'avoir à l'esprit les principes suivants, en ce qui concerne les demandes d'extradition adressées à la Belgique pour des actes de terrorisme :

— l'infraction ne devrait pas être considérée comme infraction politique lorsqu'il s'agit d'un des actes visés à l'article 1er de la Convention européenne pour la répression du terrorisme;

— il en va de même lorsqu'il s'agit d'un des actes visés à l'article 2 de cette convention, pour autant qu'une infraction de droit commun ait été commise.

worden beïnvloed (artikel 3.2 van het Europees Uitleveringsverdrag en artikel 5 van het Europees Terrorismeverdrag):

Een définitie van het begrip 'politiek misdrijf' wordt niet gegeven en de beoordeling hiervan wordt dan ook aan de aangezochte Staat overgelaten.

2° Aanslag op een Staatshoofd of op een lid van zijn familie

Wordt niet beschouwd als een politiek misdrijf, de aanslag op het leven of de vrijheid van een Staatshoofd of van een lid van zijn familie (artikel 3.3 van het Europees Uitleveringsverdrag en artikel 3.2 van het Beneluxverdrag).

Frankrijk behoudt zich terzake het recht voor om zelf te oordelen, in functie van de specifieke omstandigheden van ieder geval apart, of de aanslag op het leven van een Staatshoofd of van een lid van zijn familie een politiek karakter vertoont.

3° Desertie

In de Benelux-relaties wordt desertie niet beschouwd als een politiek misdrijf (artikel 3.2 van het Beneluxverdrag).

4° Terrorisme

Spanje beschouwt terrorismemisdrijven niet als politieke misdrijven (verklaring bij artikel 3 van het Europees Uitleveringsverdrag).

Portugal en Duitsland beschouwen niet als politieke misdrijven, de misdrijven bedoeld in artikel 1 van het Europees Terrorismeverdrag. Dit artikel betreft, beknopt weergegeven, het luchtvaartterrorisme, de aanslag op beschermde personen (diplomaten), ontvoering of gijzelneming, strafbare feiten met gebruikmaking van onder meer bommen, automatische vuurwapens voor zover dit gebruik gevaar voor personen oplevert, alsmede de poging en de deelneming tot dergelijk strafbaar feit.

Frankrijk, Nederland en België mogen de misdrijven bedoeld in artikel 1 van dit Verdrag beschouwen als niet politiek maar ze behouden zich het recht voor de uitlevering toch te weigeren als ze het misdrijf politiek beschouwen (voorbehouden ten opzichte van artikel 13 van het Europees Terrorismeverdrag).

Wanneer België aangezochte Staat is, zullen echter nooit als politiek misdrijf beschouwd worden, de misdrijven die gepleegd zijn naar aanleiding van gijzelneming of elk samenhangend misdrijf.

Bovendien staat het de Staten vrij niet te beschouwen als een politiek delict, een met een politiek delict samenhangend feit of een feit ingegeven door politieke motieven, elke ernstige daad van geweld die niet is bedoeld in artikel 1 van het Terrorismeverdrag en die is gericht tegen het leven of de vrijheid van personen dan wel beoogt personen lichamelijk letsel toe te brengen. Hetzelfde geldt voor ieder ernstige daad anders dan bedoeld in artikel 1, gericht tegen enig goed, wanneer daarbij gemeen gevaar voor personen is ontstaan. Hetzelfde geldt eveneens ingeval van poging tot één van de voorgaande bedoelde strafbare feiten of de deelneming eraan als mededader of medeplichtige van een persoon die een zodanig feit pleegt of daartoe een poging doet (artikel 2 van het Terrorismeverdrag).

5° Praktische toepassing in het kader van Schengen

Gezien de grondslag en de doelstellingen van het Akkoord van Schengen, en rekening houdend met de natuur van de aard van de relaties tussen de lidstaten van het Akkoord van Schengen, die eveneens lid zijn van de Europese unie, moet men het volgende voor ogen houden wat betreft de uitleveringsverzoeken gericht aan België voor daden van terrorisme :

— het misdrijf zou niet als een politiek misdrijf moeten beschouwd worden wanneer het gaat over een daad die bedoeld is in artikel 1 van het Europees Terrorismeverdrag.

— hetzelfde geldt voor een daad als bedoeld in artikel 2 van dit Verdrag voor zover een misdrijf van gemeenrecht is gepleegd.

1.2.2. Infractions fiscales

Depuis l'entrée en vigueur de la convention de Schengen, les infractions fiscales doivent être divisées en différentes catégories, aussi bien dans les relations Benelux que dans les relations avec l'Allemagne, la France, l'Espagne et le Portugal.

Pour les accises, la taxe sur la valeur ajoutée et la douane il y aura lieu à extradition (article 63 de la convention de Schengen).

Le fait que l'Etat requis ne prélève pas d'accises sur les marchandises visées dans la demande ne pourra être invoqué pour refuser l'extradition. Il s'agit d'un élargissement du principe de double incrimination.

Pour les autres infractions fiscales, l'extradition ne sera accordée que s'il en a été décidé ainsi ce qui n'est pas encore le cas (article 4 du traité Benelux et article 5 de la convention européenne d'extradition).

1.2.3. Infractions pour lesquelles la peine de mort est prévue

A. Benelux :

La règle selon laquelle l'extradition n'est pas formellement exclue pour des infractions passibles de la peine de mort selon le droit de l'Etat requérant mais non de l'Etat requis reste d'application.

L'Etat requis dont la législation ou la pratique ne connaît pas la peine de mort pour ce fait peut accorder l'extradition à condition que l'Etat requérant s'engage à recommander au chef de l'Etat la commutation de la peine capitale en une autre peine (article 10 du traité Benelux).

B. Allemagne, France, Portugal et Espagne :

Le régime juridique est modifié à l'égard de ces Etats. La circonstance que le fait pour lequel l'extradition est demandée est puni de la peine de mort ne constituait pas auparavant une cause de refus de l'extradition. Désormais, cette circonstance constitue une cause de refus facultatif (article 11 de la convention européenne d'extradition). Il appartient donc à l'autorité requérante de donner dans ce cas des assurances jugées suffisantes par l'Etat requis que la peine ne sera pas exécutée. L'assurance selon laquelle la commutation de la peine sera automatiquement demandée au Roi et l'indication du fait que cette commutation est toujours accordée par le Roi seront normalement considérées comme des assurances suffisantes.

Il faut toutefois noter que des difficultés pourraient se poser avec le Portugal dans la mesure où cet Etat a déclaré lors de la ratification de la convention européenne qu'il n'accordera en aucun cas l'extradition pour des infractions punissables de la peine de mort selon le droit de l'Etat requérant.

1.2.4. Infractions militaires

A. Benelux :

La règle selon laquelle les infractions militaires ne sont pas exclues de l'extradition reste d'application (article 3.2 du traité Benelux).

Cette règle n'exclut pas l'application du principe de non-extradition pour infractions politiques (sauf en ce qui concerne la désertion).

Si une infraction militaire est également une infraction politique ou un fait connexe à une telle infraction il y a lieu de se référer à ce qui est dit au point 1.2.1.

B. Allemagne, France, Portugal et Espagne :

La situation à l'égard de ces Etats reste inchangée. A l'inverse du traité Benelux, les infractions militaires sont ici expressément exclues du champs d'application de l'extradition (article 4 de la convention européenne d'extradition).

Du texte de l'article 4 il peut être déduit a contrario que l'extradition sera accordée s'il s'agit d'infractions de droit commun commises par un militaire pour autant que les autres conditions du traité soient remplies.

1.2.2. Fiscale misdrijven

Sinds de inwerkingtreding van de Schengen-Overeenkomst moeten de fiscale misdrijven onderscheiden worden, zowel in de Benelux als in de relaties tot Duitsland, Frankrijk, Spanje en Portugal.

Inzake accijnzen, belasting over de toegevoegde waarde en de douane zal er uitgeleverd worden (artikel 63 van de Schengen Overeenkomst).

Het feit dat in de aangezochte Staat geen accijnzen op de in het verzoek genoemde goederen worden geheven, kan niet in aanmerking worden genomen om het verzoek af te wijzen. Het gaat om een uitbreiding van het principe van de dubbele incriminatie.

Inzake andere fiscale misdrijven zal er slechts uitgeleverd worden indien ten aanzien van elk delict of elke groep van delicten daartoe is besloten, wat nog niet is gebeurd. (artikel 4 van het Beneluxverdrag en artikel 5 van het Europees Uitleveringsverdrag).

1.2.3. Misdrijven waarop de doodstraf is gesteld

A. Benelux

De regel dat uitlevering voor misdrijven waarop de doodstraf is gesteld in de verzoekende doch niet in de aangezochte Staat niet formeel wordt uitgesloten, blijft van kracht.

De aangezochte Staat wiens wetgeving of praktijk de doodstraf voor dit feit niet kent, kan de uitlevering toestaan op voorwaarde dat de verzoekende Staat zich verbindt haar Staatshoofd aan te bevelen de doodstraf in een andere straf om te zetten. (artikel 10 van het Beneluxverdrag).

B. Duitsland, Frankrijk, Portugal en Spanje

De juridische situatie ten aanzien van deze Staten is gewijzigd. De omstandigheid dat het feit waarvoor uitlevering wordt gevraagd, strafbaar is met de doodstraf was voordien geen reden tot weigering van de uitlevering. Voortaan wordt deze omstandigheid een facultatieve weigeringsgrond (artikel 11 van het Europees Uitleveringsverdrag). De verzoekende Staat moet in dit geval dus voldoende waarborgen bieden aan de aangezochte Staat dat de straf niet zal worden uitgevoerd. De zekerheid dat de omzetting van de straf automatisch zal gevraagd worden aan de Koning en de aanduiding dat deze omzetting steeds wordt toegekend door de Koning, zullen zeker beschouwd worden als voldoende waarborg.

Men moet evenwel opmerken dat zich moeilijkheden zouden kunnen voordoen met Portugal die naar aanleiding van de ratificatie van het Europees Uitleveringsverdrag verklaard heeft dat in geen enkel geval uitlevering zal worden toegestaan voor misdrijven waarop volgens de wetgeving van de verzoekende Staat, de doodstraf is gesteld.

1.2.4. Militaire misdrijven

A. Benelux

De regel dat de militaire misdrijven, niet uitgesloten worden van uitlevering, blijft van kracht (artikel 3.2.b van het Beneluxverdrag).

Deze regel sluit de toepassing van het principe van niet-uitlevering voor politieke misdrijven niet uit (behalve wat betreft desertie).

Indien een militair misdrijf tevens een gemengd politiek misdrijf is of met een dergelijk misdrijf samenhangt, is er reden om te verwijzen naar wat gezegd werd onder punt 1.2.1.

B. Duitsland, Frankrijk, Portugal en Spanje

De situatie ten aanzien van deze Staten blijft ongewijzigd. In tegenstelling tot het Beneluxverdrag worden de militaire misdrijven hier expliciet het toepassingsgebied van de uitlevering ontzegd (artikel 4 van het Europees Uitleveringsverdrag).

Uit de bewoordingen van artikel 4 kan a contrario afgeleid worden dat uitlevering wel moet worden toegestaan voor een gemeenschappelijk misdrijf dat door een militair wordt gepleegd voor zover de overige verdragsvoorwaarden vervuld zijn.

2. Extradition des nationaux

2.1. Principe.

A. Benelux :

La règle de la non-extradition des nationaux (qualité qui s'apprécie au moment de la remise) reste d'application (article 5 du traité Benelux).

B. Allemagne, France, Portugal et Espagne :

En principe, la nationalité de la personne demandée est une cause de refus facultatif d'extradition. L'extradition des nationaux est donc permise (article 6.1 de la convention européenne d'extradition). Néanmoins, dans l'état actuel du droit belge, l'extradition d'un belge par la Belgique demeure exclue. De la même manière, l'Allemagne, le Portugal et la France ont déclaré exclure l'extradition de leurs nationaux, lors de la ratification de la convention européenne.

La qualité de ressortissant est appréciée au moment de la décision d'extradition.

Néanmoins, l'Etat requis peut s'appuyer sur cette disposition pour refuser l'extradition si la qualité de ressortissant est seulement reconnue entre le moment de la décision et celui prévu pour la remise (article 6.1 c de la convention européenne d'extradition).

La France a déclaré de refuser l'extradition seulement quand la personne demandée avait la nationalité française au moment de la commission des faits.

2.2. Conséquence de la non-extradition d'un national

Dans l'hypothèse où la Belgique se voit refuser par un autre Etat Partie l'extradition aux fins de poursuites d'une personne en raison de sa nationalité, l'autorité belge compétente peut, si elle accepte de se dessaisir de l'affaire, demander que la personne soit poursuivie par cet Etat.

Dans le cadre Benelux, cette demande prend la forme d'une dénonciation aux fins de poursuite, conformément à l'article 42 du traité Benelux. Avec l'Allemagne, la France, le Portugal et l'Espagne, la demande est régie par l'article 6.2. de la convention européenne d'extradition.

Dans l'hypothèse où la Belgique refuse l'extradition d'un belge et où l'Etat requérant demande à la Belgique d'exercer les poursuites conformément à l'article 42 du traité ou à l'article 6.2. de la convention européenne, l'autorité belge requise doit vérifier sa compétence conformément aux articles 6 et suivants du titre préliminaire du code de procédure pénale.

3. Lieu de commission des faits.

A. Benelux :

Le régime juridique reste inchangé.

Si, selon la législation de l'Etat requis, l'infraction a été commise en tout ou en partie sur son territoire ou en un lieu assimilé à son territoire, l'Etat requis peut refuser l'extradition.

Lorsque l'infraction a été commise hors du territoire de l'Etat requérant l'extradition ne pourra être refusée que si la législation de l'Etat requis n'autorise pas la poursuite d'une infraction du même genre commise hors de son territoire. (article 6 du traité Benelux).

B. Allemagne, France, Portugal et Espagne :

La même règle que pour le Benelux est désormais applicable (article 7 de la convention européenne d'extradition).

Il est important de rappeler à cet égard que l'autorité qui souhaite formuler une demande d'extradition pour des faits commis hors du territoire belge doit être attentive aux effets de l'article 12 du titre préliminaire du Code de procédure pénale sur l'exercice de poursuites en Belgique : dans la plupart des cas, la compétence extra-territoriale du juge belge ne s'appliquera que si l'inculpé est trouvé en Belgique (ce qui implique qu'il ait au moins été présent sur le territoire belge à un moment ou l'autre de l'exercice des poursuites).

2. Uitlevering van eigen onderdanen

2.1. Principe

A. Benelux

De regel dat eigen onderdanen niet worden uitgeleverd en de hoedanigheid van onderdaan beoordeeld zal worden op het ogenblik van de overlevering, blijft van toepassing (artikel 5 van het Beneluxverdrag).

B. Duitsland, Frankrijk, Portugal en Spanje

In principe wordt de nationaliteit van de opgeëiste persoon een facultatieve weigeringsgrond tot uitlevering en wordt uitlevering van eigen onderdanen dus a contrario toegelaten (artikel 6.1 van het Europees Uitleveringsverdrag). Niettemin blijft in de huidige stand van de Belgische wetgeving, de uitlevering van een Belg door België uitgesloten. Op dezelfde wijze hebben Duitsland, Portugal en Frankrijk bij de ratificatie van het Europees Uitleveringsverdrag verklaard de eigen onderdanen niet uit te leveren.

De hoedanigheid van onderdaan wordt beoordeeld naar de toestand op het ogenblik van de beslissing tot uitlevering.

Niettemin kan de aangezochte Staat zich eveneens op die bepaling beroepen, indien de hoedanigheid van onderdaan eerst is toegekend tussen het tijdstip der beslissing en de voor de overlevering voorziene datum (artikel 6.1.c van het Europees Uitleveringsverdrag).

Frankrijk heeft verklaard de uitlevering uit te sluiten alleen wanneer de opgeëiste persoon de Franse nationaliteit bezat op het ogenblik van de feiten.

2.2. Gevolgen van de niet-uitlevering van eigen onderdanen

In geval België een uitlevering door een andere lidstaat ter fine van strafvervolgning geweigerd ziet worden omwille van de nationaliteit van de opgeëiste persoon, kan de bevoegde Belgische autoriteit, als zij aanvaardt de zaak uit handen te geven, vragen dat de betrokkene wordt vervolgd door deze Staat.

In de Benelux neemt dit verzoek de vorm aan van een aangifte tot strafvervolgning overeenkomstig artikel 42 van het Beneluxverdrag. Met Duitsland, Frankrijk, Portugal en Spanje wordt het verzoek geregeld door artikel 6.2 van het Europees Uitleveringsverdrag.

In geval België een uitlevering van een Belg weigert en wanneer de verzoekende Staat België vraagt te vervolgen overeenkomstig artikel 42 van het Beneluxverdrag of artikel 6.2 van het Europees Uitleveringsverdrag, moet de Belgische autoriteit nagaan of ze daartoe bevoegd is overeenkomstig de artikelen 6 en volgende van de Voorafgaande Titel van het Wetboek van Strafvordering.

3. Plaats waar het misdrijf is begaan

A. Benelux

De juridische situatie blijft ongewijzigd.

Is het strafbaar feit, volgens de wetgeving van de aangezochte Staat geheel of ten dele gepleegd op haar grondgebied, of op een daarmee gelijkgestelde plaats dan kan de aangezochte Staat weigeren een persoon uit te leveren.

Is het strafbaar feit gepleegd op vreemd grondgebied, dan zal uitlevering toegestaan worden tenzij de wet van de aangezochte Staat de vervolging van een dergelijk, buiten haar grondgebied, gepleegd strafbaar feit niet toelaat. (artikel 6 van het Beneluxverdrag).

B. Duitsland, Frankrijk, Portugal en Spanje.

Dezelfde regel als voor de Benelux is voortaan van toepassing (artikel 7 van het Europees Uitleveringsverdrag).

Het is dienaangaande belangrijk in herinnering te brengen dat de overheid die een uitleveringsverzoek wil richten voor feiten die buiten Belgisch grondgebied zijn gepleegd, rekening moet houden met de weerslag van artikel 12 van de Voorafgaande Titel van het Wetboek van Strafvordering op de vervolgingen in België : in de meeste gevallen zal de extra-territoriale bevoegdheid van de Belgische rechter slechts spelen als de verdachte in België gevonden wordt (wat inhoudt dat hij op zijn minst op Belgisch grondgebied aanwezig was op een of ander ogenblik van de uitoefening van de vervolgingen).

4. Obstacles à l'extradition.

4.1. Poursuites exercées en raison des mêmes faits.

A. Benelux :

Reste d'application la règle selon laquelle l'Etat requis peut refuser l'extradition si la personne demandée est poursuivie par ses autorités pour les faits pour lesquels l'extradition est demandée (article 7 du traité Benelux).

B. Allemagne, France, Portugal et Espagne.

L'article 8 de la convention européenne d'extradition pose la même règle que le traité Benelux.

Avant l'entrée en vigueur de la convention de Schengen, les traités bilatéraux étaient muets sur le sujet à l'exception de celui avec l'Allemagne qui prévoyait la même règle.

4.2. Non bis in idem.

Aussi bien dans les relations Benelux que dans les relations avec l'Allemagne, la France, l'Espagne et le Portugal, l'extradition ne sera pas accordée quand la personne demandée a fait l'objet d'un jugement définitif devant les autorités compétentes de l'Etat requis pour les mêmes faits que ceux faisant l'objet de la demande d'extradition (article 8 du traité Benelux et article 9 de la convention européenne d'extradition).

L'Espagne a déclaré à ce sujet qu'elle considérera que la personne a été définitivement jugée lorsque la décision judiciaire ne pourra être soumise à aucun recours ordinaire, ceux-ci ayant été épuisés, la décision ayant été acceptée ou en raison de la nature propre de celle-ci.

Il convient de préciser que le principe doit être apprécié également au regard de l'article 54 de la convention de Schengen. Celui-ci donne une définition très large du principe "non bis in idem". Cette disposition a une portée tout à fait générale, qui dépasse le cadre de l'extradition et vise l'exercice de toute poursuite. Il dispose qu'une personne qui a été définitivement jugée par une Partie Contractante ne peut, pour les mêmes faits, être poursuivie par une autre Partie Contractante, à condition que, en cas de condamnation, la sanction ait été subie ou soit actuellement en cours d'exécution ou ne puisse plus être exécutée selon les lois de la Partie Contractante de condamnation.

Les poursuites pour les mêmes faits ne sont donc plus possibles :

- si la personne a été acquittée dans un autre Etat membre et que la décision d'acquiescement est passée en force de chose jugée;
- si la personne a été condamnée et que la sanction a été totalement subie ou est en cours d'exécution ou ne peut plus être exécutée selon les lois de l'Etat de jugement.

Ces dispositions sont plus larges sur plusieurs points que celles de l'article 13 du titre préliminaire du code de procédure pénale :

- il n'est pas exigé d'identité des qualifications juridiques mais une identité des faits;
- les dispositions sont aussi d'application pour des jugements prononcés à l'étranger sur des faits commis sur le territoire belge;

— elles sont également d'application dans l'hypothèse où la peine est en cours d'exécution à l'étranger (et où la personne bénéficie d'une forme ou l'autre de mise en liberté dans le cadre de l'exécution de sa peine).

Conformément à ce qui est prévu à l'article 13.2 du titre préliminaire du Code de procédure pénale, en cas de non application du principe non bis in idem, si une nouvelle poursuite est intentée par une Partie Contractante contre la personne qui pour les mêmes faits a fait l'objet d'une décision définitive dans une autre Partie Contractante, la période de privation de liberté subie pour ces faits sur le territoire de cette Partie doit être déduite de la sanction qui sera éventuellement prononcée (article 56 de la Convention de Schengen).

4. Beletselen tot uitlevering

4.1. Vervolgingen ingesteld terzake van dezelfde feiten

A. Benelux

De regel dat de aangezochte Staat de uitlevering kan weigeren indien de opgeëiste persoon door haar wordt vervolgd terzake van dezelfde feiten waarvoor de uitlevering is verzocht, blijft toepasselijk (artikel 7 van het Beneluxverdrag).

B. Duitsland, Frankrijk, Portugal en Spanje

Artikel 8 van het Europees Uitleveringsverdrag stipuleert dezelfde bepaling als in het Beneluxverdrag.

Voor de inwerkingtreding van de Schengen-Overeenkomst zwegen alle toepasselijke bilaterale verdragen, behalve het Verdrag met Duitsland dat reeds dezelfde bepaling voorzag.

4.2. Non bis in idem

Zowel ten aanzien van de Benelux, als in de relaties tot Duitsland, Frankrijk, Portugal en Spanje wordt uitlevering niet toegestaan als de opgeëiste persoon terzake van dezelfde feiten waarop dit verzoek was gegrond, door de bevoegde autoriteiten van de aangezochte Staat onherroepelijk is berecht (artikel 8 van het Beneluxverdrag en artikel 9 van het Europees Uitleveringsverdrag).

Spanje verklaarde dienaangaande dat ze als definitieve berechting beschouwt, de beslissing die niet meer openstaat voor de gewone rechtsmiddelen en als deze zijn uitgeput, de beslissing aanvaard is door haar eigen aard.

Er moet benadrukt worden dat het principe eveneens beoordeeld moet worden ten aanzien van artikel 54 van de Schengen-Overeenkomst dat een zeer ruime betekenis geeft aan het principe van het "non bis in idem". Deze bepaling heeft een zeer algemene draagwijdte die het kader van de uitlevering overstijgt en die betrekking heeft op de uitvoering van elke vervolging. Het stelt dat een persoon die onherroepelijk is berecht door een Overeenkomstsluitende Partij, niet kan worden vervolgd door een andere Overeenkomstsluitende Partij terzake van dezelfde feiten, op voorwaarde dat ingeval een straf of maatregel is opgelegd, deze reeds is ondergaan of daadwerkelijk ten uitvoer wordt gelegd, dan wel op grond van de wetten van de veroordelende Overeenkomstsluitende Partij niet meer tenuitvoer kan gelegd worden.

De vervolgingen voor dezelfde feiten zijn dus niet meer mogelijk

- indien de persoon is vrijgesproken in een andere lidstaat en dat de beslissing tot vrijspraak in kracht van gewijsde is gegaan;
- indien de persoon veroordeeld is geworden en dat de sanctie volledig is ondergaan of daadwerkelijk wordt tenuitvoer gelegd of nog, niet meer kan tenuitvoer gelegd worden volgens de wetten van de Staat van veroordeling.

Deze bepalingen zijn op diverse punten veel ruimer dan deze van artikel 13 van de Voorafgaande Titel van het Wetboek van Strafvordering

— er wordt voortaan geen gelijkheid van juridische kwalificaties vereist maar wel gelijkheid van feiten;

— de bepalingen zijn ook toepasselijk op vonnissen in het buitenland uitgesproken naar aanleiding van feiten die op Belgisch grondgebied zijn gepleegd;

— ze zijn ook toepasselijk in het geval waar de straf daadwerkelijk tenuitvoer wordt gelegd in het buitenland (en waar de persoon gemet van een of andere vorm van invrijheidstelling in het kader van zijn strafuitvoering).

Indien, overeenkomstig wat is voorzien in artikel 13.2 van de Voorafgaande Titel van het Wetboek van Strafvordering, het principe non bis in idem niet wordt toegepast, door een Overeenkomstsluitende Partij een nieuwe vervolging wordt ingesteld tegen een persoon die terzake van dezelfde feiten bij onherroepelijk vonnis door een andere Overeenkomstsluitende partij is berecht, dient iedere periode van vrijheidsbeneming die wegens deze feiten op het grondgebied van laatstgenoemde Partij werd ondergaan op de eventueel op te leggen straf of maatregel in mindering te worden gebracht (artikel 56 van de Schengen-Overeenkomst).

Enfin, l'article 57 de la convention de Schengen dispose que lorsqu'une personne est accusée d'une infraction par une Partie Contractante et que les autorités compétentes de cette Partie ont des raisons de croire que l'accusation concerne les mêmes faits que ceux pour lesquels elle a déjà été définitivement jugée par une autre Partie Contractante, ces autorités demanderont, si elles l'estiment nécessaire, les renseignements pertinents aux autorités compétentes de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle une décision a déjà été rendue. Les informations demandées seront données aussitôt que possible et seront prises en considération pour la suite à réserver à la procédure en cours.

Il faut noter que cette nouvelle disposition sur le principe ne bis in idem ne porte pas préjudice à l'application de l'article 36 de la Convention de New York sur les stupéfiants du 30 mars 1961 qui prévoit en son paragraphe 2.(a)(i) que chacune des infractions visées par la Convention "sera considérée comme une infraction distincte si elles sont soumises dans des pays différents"

4.3 Cessation des poursuites.

Dans les relations Benelux comme dans celles avec l'Allemagne, la France, l'Espagne et le Portugal, l'extradition pourra être refusée si l'autorité compétente de l'Etat requis a décidé de ne pas introduire de poursuite pour les mêmes faits que ceux visés par la demande d'extradition, ou d'arrêter ces poursuites (article 8.2. du traité Benelux et article 9.2 de la convention européenne d'extradition).

4.4 Prescription de l'action publique ou de la peine.

A. Benelux

Après l'entrée en vigueur de la convention de Schengen la règle selon laquelle l'extradition ne sera pas accordée si la prescription de l'action publique ou de la peine est acquise d'après la législation de la Partie requise au moment où la remise doit avoir lieu (article 9 du traité Benelux) reste d'application.

B. Allemagne, France, Portugal et Espagne

L'extradition ne sera pas accordée si la prescription de l'action publique ou de la peine est acquise d'après la législation soit de la Partie requérante, soit de la Partie requise (article 10 de la convention européenne d'extradition). L'Espagne a fait la réserve suivante à ce sujet : l'extradition ne sera pas accordée dans le cas où il y aurait extinction de la responsabilité criminelle pour les causes, quelles qu'elles soient, prévues par la législation de la Partie requérante ou de la Partie requise.

Avant l'entrée en vigueur de la convention de Schengen, pour le Portugal et l'Espagne, l'extradition n'était pas accordée quand la prescription de l'action publique ou de la peine était acquise selon le droit de l'Etat requis.

Pour la France la prescription était un motif facultatif de refus d'extrader.

Le traité avec l'Allemagne contenait déjà la disposition de l'article 10 de la convention européenne d'extradition.

En ce qui concerne l'interruption de la prescription, seules les dispositions de l'Etat requérant sont applicables (article 62 de la convention de Schengen).

Lorsque la Belgique est l'Etat requis, les autorités belges tiendront compte des actes interruptifs de prescription posés par les autorités de l'Etat requérant pour autant qu'ils soient mentionnés par l'Etat requérant dans sa demande.

Lorsque la Belgique est l'Etat requérant, il convient que les autorités belges indiquent dans leur demande le dernier acte interruptif posé. Cette indication s'impose en particulier s'il paraît y avoir risque de prescription au regard des délais du droit de l'Etat requis.

4.5 Raisons humanitaires

A. Benelux

Entre les Etats Benelux, il n'y a pas de motif de refus d'extradition pour raisons humanitaires.

Tot slot bepaalt artikel 57 van de Schengen-Overeenkomst dat indien door een Overeenkomstsluitende Partij iemand een strafbaar feit ten laste gelegd wordt en de bevoegde autoriteiten van deze Overeenkomstsluitende Partij redenen hebben om aan te nemen dat de tenlastelegging dezelfde feiten betreft als die terzake waarvan deze persoon reeds bij onherroepelijk vonnis is berecht door een andere Overeenkomstsluitende partij, dan verzoeken deze autoriteiten, indien zij zulks nodig achten, de bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partij op wier grondgebied reeds vonnis werd gewezen om de nodige inlichtingen in deze. De aldus gevraagde inlichtingen worden zo spoedig mogelijk verstrekt en worden in overweging genomen bij de beslissing of de vervolging dient te worden voortgezet.

Men moet opmerken dat deze nieuwe bepaling over het principe ne bis in idem geen afbreuk doet aan de toepassing van artikel 36 van het Enkelvoudig Verdrag inzake verdovende middelen van New York van 30 maart 1961 dat in de paragraaf 2.(a)(i) voorziet dat elk van de strafbare feiten bedoeld in dit Verdrag "worden beschouwd als afzonderlijke strafbare feiten indien deze in verschillende landen zijn begaan".

4.3. Staking van de vervolgingen

Zowel in de Benelux als in de relaties tot Duitsland, Frankrijk, Spanje en Portugal zal de uitlevering kunnen worden geweigerd, indien de bevoegde autoriteit van de aangezochte Staat heeft besloten terzake van dezelfde feiten als deze bedoeld in het uitleveringsverzoek geen vervolging in te stellen, dan wel een ingestelde vordering te staken (artikel 8.2 van het Beneluxverdrag en artikel 9.2 van het Europees Uitleveringsverdrag).

4.4. Verjaring van de strafvordering of straf

A. Benelux

Na de inwerkingtreding van de Schengen-Overeenkomst blijft de bepaling van kracht houdens dewelke de uitlevering niet zal worden toegestaan indien het recht tot strafvervolging dan wel de straf, volgens de wet van de aangezochte Staat is verjaard op het tijdstip waarop de overlevering plaats moet vinden (artikel 9 van het Beneluxverdrag).

B. Duitsland, Frankrijk, Portugal en Spanje

De uitlevering zal niet worden toegestaan indien de strafvordering of de straf verjaard is volgens de wet van de verzoekende of die van de aangezochte Staat (artikel 10 van het Europees Uitleveringsverdrag). Spanje heeft dienaangaande verklaard dat geen uitlevering zal worden toegestaan in het geval van verval van strafrechterlijke aansprakelijkheid voor welke feiten dan ook, voorzien door de wetgeving van de verzoekende als van de aangezochte Staat.

Voor de inwerkingtreding van de Schengen-Overeenkomst werd ten opzichte van Portugal en Spanje de uitlevering niet toegestaan wanneer de strafvordering of de straf verjaard was volgens de wetgeving van de aangezochte Staat.

Ten opzichte van Frankrijk was de verjaring een facultatieve weigeringsgrond.

Het verdrag met Duitsland stipuleerde reeds de bepaling vervat in artikel 10 van het Europees Uitleveringsverdrag.

Wat de stuiting van de verjaring betreft, zijn enkel de bepalingen van de verzoekende Staat toepasselijk (artikel 62 van de Schengen-Overeenkomst).

Wanneer België de aangezochte Staat is, zullen de Belgische autoriteiten rekening moeten houden met de stuitende handelingen van de verjaring gesteld door de autoriteiten van de verzoekende Staat voor zover ze door de verzoekende Staat zijn vermeld in het verzoek.

Wanneer België verzoekende Staat is, volstaat het dat de Belgische autoriteiten in het uitleveringsverzoek de laatste stuitende handeling aanwijzen. Deze aanwijzing stelt zich in het bijzonder wanneer er kans is op verjaring met betrekking tot de termijnen van de aangezochte Staat.

4.5. Humanitaire redenen

A. Benelux

Uitlevering tussen de Benelux-lidstaten vindt geen weigeringsgrond in humanitaire redenen.

B. Allemagne, France, Portugal et Espagne :

La convention européenne d'extradition ne permet pas expressément de refuser l'extradition quand on peut craindre que la personne réclamée puisse être soumise dans l'Etat requérant à des traitements inhumains. Ce vide apparent trouve son explication dans le fait que les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont considérés comme un acquis définitif des Etats Parties.

Néanmoins la Belgique a fait une réserve selon laquelle l'extradition ne sera pas accordée si la remise peut avoir des conséquences particulièrement graves pour la personne réclamée, notamment sur sa vie et sa santé.

La France ne va pas si loin et en fait un motif de refus facultatif.

Le Portugal n'accordera pas l'extradition lorsque l'on prouve que la personne réclamée sera soumise à un procès qui n'offre pas de garanties juridiques d'une procédure pénale qui respecte les conditions reconnues au niveau international comme indispensables à la sauvegarde des droits de l'homme, ou qui accompliront la peine dans des conditions inhumaines.

Avant l'entrée en vigueur de la convention de Schengen, il était déjà prévu dans le traité avec le Portugal, et uniquement dans ce dernier, la possibilité de refuser l'extradition quand l'Etat requis estime les poursuites contraires à l'équité ou à l'humanité.

4.6. Amnistie

Pour le Benelux, l'Allemagne, la France, le Portugal et l'Espagne, la convention de Schengen a prévu expressément que l'amnistie prononcée par la Partie Contractante requise n'est pas un obstacle à l'extradition, sauf si l'infraction relève de la juridiction de cette Partie Contractante (article 62.2 de la convention de Schengen).

Pour la Belgique, cela constitue un élargissement des possibilités d'adresser une demande d'extradition.

4.7. Le défaut de plainte ou d'habilitation pour intenter l'action publique

L'absence d'une plainte ou d'une habilitation pour intenter l'action publique qui n'est requise qu'en vertu du droit de l'Etat requis, ne porte pas atteinte à l'obligation d'extradition.

Cela vaut pour le Benelux comme dans les relations avec l'Allemagne, la France, le Portugal et l'Espagne (article 62.3. de la convention de Schengen).

4.8. Tribunaux d'exception

La Belgique s'est réservé en ce qui concerne l'article 1er de la convention européenne d'extradition le droit de ne pas accorder l'extradition lorsque l'individu réclamé pourrait être soumis à un tribunal d'exception, ou si l'extradition est demandée en vue de l'exécution d'une peine prononcée par un tel tribunal.

Le Portugal n'accordera pas l'extradition dans ce cas.

L'Espagne refusera aussi l'extradition dans cette hypothèse, même si l'extradition est demandée pour l'exécution d'une peine ou mesure de sûreté prononcée par un tribunal exceptionnel.

La France n'accordera pas l'extradition lorsque la personne réclamée serait jugée dans l'Etat requérant par un tribunal n'assurant pas les garanties fondamentales de procédure et de protection des droits de la défense ou par un tribunal institué pour son cas particulier, ou lorsque l'extradition est demandée pour l'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté infligée par un tel tribunal.

5. Extradition par voie de transit**A. Benelux :**

La règle selon laquelle l'Etat requis permettra le transit dans la mesure où il ne s'agit pas selon lui d'une infraction politique et où la personne n'est pas un de ses ressortissants reste d'application (article 21 du traité Benelux).

B. Duitsland, Frankrijk, Portugal en Spanje

Het Europees Uitleveringsverdrag laat niet uitdrukkelijk toe de uitlevering te weigeren wanneer te vrezen valt dat de opgeëiste persoon in de aanzoekende Staat zou kunnen worden onderworpen aan een onmenselijke behandeling. Deze schijnbare leemte vindt haar verklaring in het feit dat de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden als een definitieve verworvenheid van de Verdragsluitende Staten wordt beschouwd.

Niettemin heeft België het voorbehoud gestipuleerd dat de uitlevering niet zal worden toegestaan indien de overlevering uitzonderlijk ernstige gevolgen zou kunnen hebben voor de opgeëiste persoon, in het bijzonder gelet op zijn leeftijd en gezondheid.

Frankrijk gaat niet zo ver en maakt van deze weigeringsgrond dan ook een facultatieve.

Portugal zal de uitlevering niet toestaan wanneer men er ten stelligste zeker van is dat de opgeëiste persoon onderworpen zal worden aan een proces dat niet de waarborgen biedt van een strafrechtelijke procedure die de op internationaal niveau erkende voorwaarden respecteert die onontbeerlijk zijn voor de vrijwaring van de rechten van de mens of wanneer de opgeëiste persoon een straf zal moeten uitzitten in onmenselijke voorwaarden.

Voor de inwerkingtreding van de Schengen-Overeenkomst, werd in het Verdrag met Portugal, en in dat alleen, reeds de mogelijkheid voorzien de uitlevering te weigeren als de aangezochte Staat de gevolgen strijdig acht met de billijkheid of menselijkheid.

4.6. Amnestie

Zowel ten aanzien van de Benelux, Duitsland, Frankrijk, Portugal en Spanje heeft de Schengen-Overeenkomst nu uitdrukkelijk gestipuleerd dat een door de aangezochte Staat verleende amnestie geen beletsel meer vormt voor uitlevering, tenzij het strafbare feit onder de rechtsmacht van deze Staat valt (artikel 62.2 van de Schengen-Overeenkomst).

Voor België betekent dit een verruiming van de mogelijkheden om een uitleveringsverzoek te richten.

4.7. Het ontbreken van een klacht of machtiging tot het instellen van een strafvordering.

Het ontbreken van een klacht of machtiging tot het instellen van een strafvordering, welke uitsluitend naar het recht van de aangezochte Staat vereist is, laat de verplichting tot uitlevering onverlet.

Dit geldt zowel voor de Benelux, als in relatie tot Duitsland, Frankrijk, Portugal en Spanje (artikel 62.3 van de Schengen-Overeenkomst).

4.8. Uitzonderingsrechtbanken

België heeft ten aanzien van artikel 1 van het Europees Uitleveringsverdrag het voorbehoud geformuleerd zich het recht voor te behouden de uitlevering niet toe te staan indien de mogelijkheid bestaat dat de opgeëiste persoon voor een uitzonderingsrechtbank dient te verschijnen, of indien de uitlevering wordt gevraagd met het oog op de tenuitvoerlegging van een straf die door zodanig rechtbank is uitgesproken.

Portugal heeft verklaard in dit geval de uitlevering niet toe te staan.

Spanje zal eveneens in dit geval de uitlevering weigeren, ook als de uitlevering verzocht wordt ter uitvoering van een straf of maatregel uitgesproken door een uitzonderingsrechtbank.

Frankrijk zal de uitlevering niet toestaan wanneer de opgeëiste persoon in de verzoekende Staat gevonnist zal worden door een rechtbank die niet de fundamentele procedurewaarborgen noch de rechten van de verdediging verzekert of wanneer de opgeëiste persoon door een uitzonderingsrechtbank gevonnist zal worden. De uitlevering zal evenmin toegestaan worden voor de uitvoering van een straf of bevelingsmaatregel opgelegd door dergelijke rechtbank.

5. Uitlevering in transit**A. Benelux**

De regel dat de aangezochte Staat de doortocht zal toestaan in zoverre het niet gaat om een misdrijf dat door haar wordt geacht van politieke aard te zijn, of indien de uit te leveren persoon een van haar onderdanen is, blijft toepasselijk (artikel 21 van het Beneluxverdrag).

B. Allemagne, France, Portugal et Espagne :

La Belgique, la France, l'Espagne et le Portugal ont déclaré qu'ils accorderaient le transit dans les mêmes conditions que l'extradition.

L'Allemagne a déclaré que l'article 11 de la convention européenne d'extradition concernant la peine de mort est également d'application ici et que le transit d'un ressortissant allemand sur le territoire de la République Fédérale Allemande est interdit (déclarations faites à l'article 21 de la Convention européenne).

II. La procédure d'extradition**1. Transmission des requêtes :**

L'article 65 de la convention de Schengen prévoit la transmission des demandes d'extradition entre ministères de la justice sans préjudice de la faculté de recourir à la voie diplomatique.

Pour le Benelux, le régime antérieur reste d'application.

Pour les relations avec l'Allemagne, l'Espagne et le Portugal, le principe devient la transmission entre ministères de la justice.

Il convient de noter qu'en ce qui concerne l'Allemagne, les demandes d'extradition peuvent être adressées directement par les ministères de la justice des Länder et aux ministères de la justice des Länder.

Pour les relations avec la France, les demandes sont transmises entre le ministère belge de la justice et le ministère français des affaires étrangères.

2. Pièces à produire à l'appui de la demande :

Pour le Benelux, le régime antérieur reste d'application.

Pour les relations avec la France, l'Allemagne, l'Espagne et le Portugal, l'article 12 de la convention européenne d'extradition est d'application.

Il est identique à l'article 11 du traité Benelux.

Les pièces suivantes sont donc à produire par les autorités judiciaires :

1° l'original ou l'expédition authentique soit d'une décision de condamnation exécutoire, soit d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force, délivré dans les formes prescrites par la loi de la Partie requérante;

2° un exposé des faits pour lesquels l'extradition est demandée; le temps et le lieu de leur perpétration, leur qualification légale et les références aux dispositions légales qui leur sont applicables seront indiqués le plus exactement possible; et

3° une copie des dispositions légales applicables ou, si cela n'est pas possible, une déclaration sur le droit applicable ainsi que le signalement aussi précis que possible de l'individu réclamé et tous autres renseignements de nature à déterminer son identité et sa nationalité.

3. Compléments d'information :

Pour le Benelux, le régime antérieur reste d'application.

Pour les relations avec la France, l'Allemagne, l'Espagne et le Portugal, l'article 13 de la convention européenne d'extradition est applicable.

Il est identique à l'article 12 du traité Benelux.

Il dispose que si les informations communiquées par la partie requérante se révèlent insuffisantes pour permettre à la partie requise de prendre une décision, cette dernière demandera le complément d'information nécessaire et pourra fixer un délai pour l'obtention de ces informations.

4. Arrestation provisoire**4.1. Principes des Conventions**

Pour le Benelux, le régime antérieur reste d'application.

Pour les relations avec la France, l'Allemagne, l'Espagne et le Portugal, l'article 16 de la convention européenne d'extradition est applicable. Il est similaire à l'article 15 du traité Benelux mais comporte quelques particularités.

Le système est le suivant :

— en cas d'urgence, les autorités compétentes (en Belgique, les autorités judiciaires) peuvent demander l'arrestation provisoire de l'individu recherché;

B. Duitsland, Frankrijk, Portugal en Spanje

België, Frankrijk, Spanje en Portugal hebben verklaard dat ze de transit zullen toestaan op dezelfde voorwaarden als gelden voor de uitlevering.

Duitsland heeft verklaard dat artikel 11 van het Europees Uitleveringsverdrag betreffende de doodstraf, ook hier van toepassing is en dat de doortocht van een Duitse onderdaan op het grondgebied van de Duitse Federale Republiek verboden is. (Verklaringen bij artikel 21 van het Europees Uitleveringsverdrag)

II. De uitleveringsprocedure**1. Toezending van de verzoeken**

Artikel 65 van de Schengen-Overeenkomst voorziet de toezending van de verzoeken tot uitlevering tussen de Ministeries van Justitie, onverminderd de mogelijkheid tot gebruik van de diplomatieke weg.

Voor de Benelux blijft het vroegere stelsel toepasselijk.

Voor de relaties met Frankrijk, Duitsland, Spanje en Portugal, wordt het principe de toezending tussen de ministeries van justitie.

Wat Duitsland betreft, mogen de uitleveringsverzoeken rechtstreeks worden gericht door en aan de Ministeries van Justitie van de deelstaten.

Ten opzichte van Frankrijk worden de verzoeken overgebracht tussen het Belgisch Ministerie van Justitie en het Frans Ministerie van Buitenlandse Zaken.

2. Voor te leggen stukken ter ondersteuning van het verzoek :

Voor de Benelux blijft het vroegere stelsel toepasselijk.

Voor de relaties met Frankrijk, Duitsland, Spanje en Portugal wordt artikel 12 van het Europees Uitleveringsverdrag toepasselijk.

Dit artikel is identiek aan artikel 11 van het Beneluxverdrag.

De volgende stukken dienen dus voorgelegd door de rechterlijke autoriteiten :

1° het origineel of een authentiek afschrift, hetzij van een voor tenuitvoerlegging vatbare veroordeling, hetzij van een bevel tot aanhouding of van iedere andere akte, die dezelfde kracht heeft, een en ander opgemaakt in de vorm voorgeschreven door de wet van de verzokende partij;

2° een overzicht van de feiten, waarvoor de uitlevering wordt verzocht, de tijd en plaats, waarop de feiten zijn begaan, hun wettelijke omschrijving en de verwijzing naar de toepasselijke wetsbepalingen, zullen zo nauwkeurig mogelijk worden vermeld;

3° een afschrift van de toepasselijke wetsbepalingen, of indien dit niet mogelijk is een verklaring van het toepasselijk recht, alsmede een zo nauwkeurig mogelijk signalement van de verzochte persoon en alle andere inlichtingen, welke van belang zijn om zijn identiteit en nationaliteit vast te stellen.

3. Aanvullende inlichtingen

Voor de Benelux blijft het vroegere stelsel toepasselijk.

Voor de relaties met Frankrijk, Duitsland, Spanje en Portugal wordt artikel 13 van het Europees Uitleveringsverdrag van toepassing.

Dit artikel is identiek aan artikel 12 van het Beneluxverdrag.

Het stelt dat indien de door de verzokende Partij verstrekte inlichtingen onvoldoende blijken te zijn om de aangezochte Partij in staat te stellen een beslissing te nemen, zal deze laatste Partij de noodzakelijke aanvulling op de gegeven inlichtingen vragen en een termijn kunnen stellen, binnen welke deze verkregen moeten zijn.

4. Voorlopige aanhouding**4.1 Principes van de Verdragen**

Voor de Benelux blijft het vroegere stelsel toepasselijk.

Voor de relaties met Frankrijk, Duitsland, Spanje en Portugal wordt artikel 16 van het Europees Uitleveringsverdrag van toepassing. Deze is gelijkaardig aan artikel 15 van het Beneluxverdrag op enkele bijzonderheden na.

Het systeem is het volgende :

— In geval van spoed mogen de bevoegde autoriteiten (in België de rechterlijke autoriteiten) de voorlopige aanhouding van de gezochte persoon verzoeken;

— la demande doit indiquer l'existence d'une des pièces prévues à l'article 12a) de la Convention européenne (soit une décision de condamnation exécutoire soit un mandat d'arrêt ou tout autre acte ayant la même force), faire part de l'intention d'envoyer une demande d'extradition, mentionner l'infraction pour laquelle l'extradition sera demandée, le temps et le lieu où elle a été commise ainsi que, dans la mesure du possible, le signalement de l'individu recherché;

— la demande est transmise aux autorités compétentes de la partie requise soit par voie diplomatique soit directement par voie postale ou télégraphique soit par l'Organisation internationale de Police criminelle (Interpol), soit par tout autre moyen laissant une trace écrite ou admis par la partie requise; l'autorité requérante est informée sans délai de la suite donnée à sa demande;

— par dérogation à l'article 5 de la loi belge sur les extraditions, l'arrestation provisoire pourra prendre fin si, dans le délai de 18 jours après l'arrestation, la partie requise n'a pas été saisie de la demande d'extradition et des pièces mentionnées à l'article 12; elle ne devra en aucun cas excéder 40 jours après l'arrestation; la mise en liberté provisoire est possible à tout moment, sauf pour la partie requise à prendre toute mesure qu'elle estimera nécessaire en vue d'éviter la fuite de l'individu réclamé;

— la mise en liberté ne s'oppose pas à une nouvelle arrestation et à l'extradition si la demande d'extradition parvient ultérieurement.

Il faut noter la réserve française selon laquelle la France exige avec la demande d'extradition un bref exposé des faits mis à charge de la personne réclamée. Les autorités judiciaires doivent tenir compte de cette réserve.

4.2. Recours au S.I.S.

Dorénavant, il existe pour les autorités judiciaires un nouveau moyen pour demander l'arrestation provisoire, dans les relations Benelux comme dans les relations avec la France, l'Allemagne, l'Espagne et le Portugal.

L'article 64 de la convention de Schengen dispose qu'un signalement dans le S.I.S. effectué conformément à l'article 95 a le même effet qu'une demande d'arrestation provisoire au sens de l'article 15 du traité Benelux et de l'article 16 de la convention européenne d'extradition.

Comment effectuer un signalement dans le S.I.S. ayant l'effet d'une demande d'arrestation provisoire ?

L'article 95 de la convention de Schengen dispose que l'autorité judiciaire peut demander l'intégration dans le S.I.S. des données relatives aux personnes recherchées au fin d'extradition.

Le bureau SIRENE doit disposer des informations suivantes qui doivent être transmises par l'autorité judiciaire qui demande le signalement pour extradition :

- 1° l'autorité dont émane la demande;
- 2° l'existence d'un mandat d'arrêt ou d'un acte ayant la même force ou d'un jugement exécutoire;
- 3° la nature et la qualification légale de l'infraction;
- 4° la description des circonstances de la commission de l'infraction, y compris le moment, le lieu et le degré de participation à l'infraction de la personne signalée;
- 5° si possible, les conséquences de l'infraction.

4.3. Remarques relatives aux demandes d'arrestation provisoire formulées par des autorités étrangères

En cas de demande d'arrestation provisoire faite par une autorité étrangère via le signalement dans le SIS, les autorités judiciaires belges doivent être attentives aux points suivants :

- 1° Signalement de ressortissants belges par une autorité étrangère

Le principe de la non-extradition des nationaux reste d'application conformément à ce qui est dit plus haut (1.2). En conséquence, si une autorité étrangère a signalé un belge dans le SIS aux fins d'extradition et que ce dernier est trouvé en Belgique, ce signalement doit être considéré comme valant avis officiel de l'autorité du pays où l'infraction fut commise. Cette personne sera donc mise à la disposition du magistrat du

— het verzoek moet melding maken van het bestaan van een van de stukken voorzien in artikel 12(a) van het Europees Uitleveringsverdrag (ofwel een voor tenuitvoerlegging vatbare veroordeling ofwel een bevel tot aanhouding of iedere andere akte met dezelfde kracht), moet de bedoeling een verzoek tot uitlevering te zenden mededelen, melding maken van het feit waarvoor uitlevering zal worden verzocht, de tijd en plaats waarop het feit werd begaan alsmede voor zover mogelijk, het signalement van de gezochte persoon;

— het verzoek wordt overgebracht aan de bevoegde autoriteiten van de aangezochte Partij, hetzij via diplomatieke weg, hetzij rechtstreeks per post of telegram hetzij via de Internationale Politie Organisatie (Interpol), hetzij via enig ander middel dat een geschreven spoor nalaat of aanvaard wordt door de aangezochte Partij; de verzoekende Partij wordt onverwijld in kennis gesteld van het gevolg dat gegeven wordt aan zijn verzoek;

— in afwijking van artikel 5 van de Belgische Uitleveringswet zal de voorlopige aanhouding een einde kunnen nemen indien de aangezochte Partij niet binnen een termijn van 18 dagen na de aanhouding, het uitleveringsverzoek en de in artikel 12 bedoelde stukken ontvangen heeft; zij zal in ieder geval een einde nemen 40 dagen na de aanhouding; de voorlopige invrijheidstelling is op ieder ogenblik mogelijk met dien verstande dat de aangezochte Partij elke maatregel dient te nemen die zij noodzakelijk acht om de vlucht van de gevorderde persoon te voorkomen;

— de invrijheidstelling verhindert een nieuwe aanhouding en uitlevering niet indien het uitleveringsverzoek alsnog binnenkomt;

Men moet rekening houden met het Frans voorbehoud, volgens hetwelk Frankrijk samen met het uitleveringsverzoek een korte uiteenzetting van de feiten ten laste gelegd van de opgeëiste persoon eist. De rechterlijke autoriteiten moeten rekening houden met dit voorbehoud.

4.2. Beroep op het S.I.S.

Voorstaan bestaat er voor de rechterlijke autoriteiten een nieuw middel om de voorlopige aanhouding te verzoeken, zowel in de Benelux-relaties als in de relaties met Frankrijk, Duitsland, Spanje en Portugal.

Artikel 64 van de Schengen-Overeenkomst stelt dat een signalering in het S.I.S., uitgevoerd overeenkomstig artikel 95 hetzelfde effect heeft als een verzoek tot voorlopige aanhouding in de zin van artikel 15 van het Beneluxverdrag en artikel 16 van het Europees Uitleveringsverdrag.

Hoe moet een men een signalering uitvoeren opdat die het effect van een verzoek tot voorlopige aanhouding zou hebben?

Artikel 95 van de Schengen-Overeenkomst stelt dat de rechterlijke autoriteit de opneming kan verzoeken van de gegevens over personen om wier aanhouding ter fine van uitlevering wordt verzocht.

Het SIRENE-bureau moet beschikken over de volgende gegevens die overgebracht moeten worden door de rechterlijke autoriteit die de signalering voor de uitlevering verzoekt :

- 1° de om aanhouding verzoekende autoriteit;
- 2° het bestaan van een bevel tot aanhouding of van een akte die dezelfde kracht heeft, of van een voor tenuitvoerlegging vatbaar vonnis;
- 3° de aard en de wettelijke omschrijving van het strafbaar feit;
- 4° een omschrijving van de omstandigheden waaronder het strafbaar feit is begaan, met inbegrip van tijd, plaats en de mate van betrokkenheid van de gesignaleerde persoon bij het strafbaar feit;
- 5° indien mogelijk, de gevolgen van de overtreding;

4.3. Opmerkingen met betrekking tot de verzoeken tot voorlopige aanhouding door buitenlandse autoriteiten

In geval van verzoek tot voorlopige aanhouding door een buitenlandse autoriteit via een signalering in het S.I.S. moeten de Belgische rechterlijke autoriteiten letten op het volgende :

- 1° Signalering van Belgische onderdanen door een buitenlandse autoriteit :

Het principe van de niet-uitlevering van eigen onderdanen blijft toepasselijk overeenkomstig wat hoger werd uiteengezet (1.2). Bijgevolg, indien een buitenlandse autoriteit een Belg in het S.I.S. heeft gesignaleerd met het oog op uitlevering en als deze wordt gevonden in België, dan moet deze signalering beschouwd worden als een officiële kennisgeving van de autoriteit van het land waar het misdrijf is gepleegd.

parquet compétent par le service de police qui l'aura arrêtée suite au signalement et ce magistrat vérifiera la compétence des juridictions belges pour le poursuivre. Si les juridictions belges sont compétentes, il aura lieu de demander au juge d'instruction délivrance d'un mandat d'arrêt. Celui-ci ne sera pas basé sur le signalement pour extradition, mais sur le critère de compétence extraterritoriale. Le juge d'instruction garde son pouvoir d'appréciation quant à la délivrance du mandat d'arrêt.

Il y aura lieu dans ce cas à demander à l'autorité requérante de procéder à une dénonciation officielle des faits aux fins de poursuites, afin de permettre la transmission du dossier.

2° Signalement de mineurs par une autorité étrangère

Les mineurs de moins de 16 ans signalés dans le SIS par une autorité étrangère feront l'objet d'un marquage pour indiquer aux policiers qu'il n'y a pas lieu à arrestation. En effet, il n'y a pas extradition des mineurs de moins de 16 ans en Belgique, car le droit belge les soustrait à toute responsabilité pénale.

Si une autorité étrangère signale un mineur de plus de 16 ans, il sera arrêté et mis à disposition du magistrat du parquet compétent. Ce magistrat saisira le juge de la jeunesse ou le juge d'instruction.

3° Signalement par une autorité étrangère d'un étranger ayant une résidence fixe en Belgique

Par dérogation aux circulaires des 24/7/1868, 23/12/1874 et 18/7/1912, un étranger ayant un lieu de résidence fixe en Belgique peut être arrêté en vue de son extradition sans autorisation du ministre de la justice, dans le cadre des relations Schengen.

Il convient que lorsque le ministère public requiert la délivrance d'un mandat d'arrêt aux fins d'extradition sur la base d'un signalement SIS fait par une autorité étrangère, il transmette au juge d'instruction le formulaire SIS qui contient les informations nécessaires pour la délivrance de ce mandat.

5. Concours de requêtes :

Pour le Benelux, le régime antérieur reste d'application.

Pour les relations avec la France, l'Allemagne, l'Espagne et le Portugal, l'article 17 de la convention européenne d'extradition est applicable.

Il est identique à l'article 16 du traité Benelux.

Il prévoit qu'en cas de demandes concurrentes, la Partie requise statue compte tenu de toutes circonstances et notamment de la gravité relative et du lieu des infractions, des dates respectives des demandes, de la nationalité de l'individu réclamé et de la possibilité d'une extradition ultérieure à un autre Etat.

6. Remise de l'extradé :

Pour le Benelux, le régime antérieur reste d'application.

Pour les relations avec la France, l'Allemagne, l'Espagne et le Portugal, l'article 18 de la convention européenne d'extradition est applicable.

Il est identique à l'article 17 du traité Benelux.

Il dispose principalement :

— que si l'individu n'a pas été reçu à la date fixée, il pourra être mis en liberté à l'expiration d'un délai de 15 jours à compter de cette date et qu'il sera en tout cas mis en liberté à l'expiration d'un délai de 30 jours, la partie requise pouvant refuser de l'extrader pour le même fait.

— qu'en cas de force majeure empêchant la remise ou la réception de l'individu à extrader, la partie intéressée en informera l'autre partie et elles se mettront d'accord sur une nouvelle date de remise et les dispositions du tiret précédent seront applicables.

La Belgique a émis la réserve suivante : l'obligation de la mise en liberté à l'expiration du délai de 30j. ne sera pas applicable dans les cas où l'individu réclamé aura introduit un recours contre la décision d'extradition ou concernant la légalité de sa détention.

Les autorités judiciaires peuvent donc se conformer au régime qu'elles appliquent dans les relations Benelux.

Deze persoon zal dus ter beschikking worden gesteld van de magistraat van het bevoegde parket door de politiedienst die hem heeft aangehouden als gevolg van de signalering en deze magistraat zal nagaan of de Belgische gerechten bevoegd zijn om hem te vervolgen. Indien de Belgische gerechten bevoegd zijn, zal er reden zijn om aan de onderzoeksrechter afgifte van een aanhoudingsbevel te vragen. Deze zal niet gegrond zijn op de signalering voor de uitlevering, maar op het criterium van de extraterritoriale bevoegdheid. De onderzoeksrechter behoudt zijn beoordelingsbevoegdheid met betrekking tot de afgifte van het aanhoudingsbevel.

Er zal in dit geval reden zijn om de verzoekende overheid te vragen om over te gaan tot een officiële aangifte van de feiten met het oog op vervolgingen, om de overdracht van het dossier mogelijk te maken.

2° Signalering van minderjarigen door een buitenlandse autoriteit :

De minderjarigen onder de 16 jaar die gesignaleerd worden in het S.I.S. door een buitenlandse autoriteit zullen het voorwerp zijn van een markering om aan de politiediensten duidelijk te maken dat er geen reden is tot aanhouding. Inderdaad, in België is er geen uitlevering van minderjarigen onder de 16 jaar gezien het Belgische recht hen onttrekt aan elke strafrechtelijke verantwoordelijkheid.

Indien een buitenlandse autoriteit een minderjarige boven de 16 jaar signaleert, dan wordt hij aangehouden en ter beschikking gesteld van de magistraat van het bevoegde parket. Deze zal ofwel de jeugdrechter ofwel de onderzoeksrechter vatten.

3° Signalering door een buitenlandse autoriteit van een vreemdeling met vaste verblijfplaats in België :

Afwijkend van de circulaires van 24/7/1868, 23/12/1874 en 18/7/1912 kan een vreemdeling met vaste verblijfplaats in België aangehouden worden met het oog op uitlevering zonder toelating van de Minister van Justitie, in het kader van de Schengen-relaties.

Het is raadzaam dat, wanneer het openbaar ministerie de afgifte van een aanhoudingsbevel vordert ter fine van uitlevering, op grond van een S.I.S.-signalering door een buitenlandse autoriteit, hij de onderzoeksrechter het S.I.S.-formulier overlevert dat alle nodige gegevens bevat voor de afgifte van dat bevel.

5. Samenloop van verzoeken

Voor de Benelux blijft het vroegere stelsel van toepassing.

Voor de relaties met Frankrijk, Duitsland, Spanje en Portugal is artikel 17 van het Europees Uitleveringsverdrag van toepassing.

Deze is identiek aan artikel 16 van het Beneluxverdrag.

Het voorziet dat indien de uitlevering door verschillende Staten tegelijkertijd verzocht wordt, de aangezochte Partij bij haar beslissing rekening zal houden met alle omstandigheden, zoals de ernst en de plaats van de strafbare feiten, de dagtekening van de onderscheiden verzoeken, de nationaliteit van de opgeëiste persoon en de mogelijkheid van een latere uitlevering aan een andere staat.

6. Overlevering van de uitgeleverde

Voor de Benelux blijft het vroegere stelsel van toepassing.

Voor de relaties met Frankrijk, Duitsland, Spanje en Portugal wordt artikel 18 van het Europees Uitleveringsverdrag toepasselijk.

Deze is identiek aan artikel 17 van het Beneluxverdrag.

Het stipuleert hoofdzakelijk :

— dat indien de persoon niet op de vastgestelde datum is overgenomen, hij in vrijheid zal kunnen worden gesteld na afloop van een termijn van 15 dagen te rekenen van die datum en hij zal in elk geval in vrijheid worden gesteld na een termijn van 30 dagen; de aangezochte Partij zal kunnen weigeren om hem voor hetzelfde feit uit te leveren;

— dat in geval de overdracht of overneming van de uit te leveren persoon door overmacht verhinderd wordt, de belanghebbende partij de andere daarvan op de hoogte zal stellen en ze een nieuwe datum van overdracht zullen overeenkomen en de bepalingen van het voorgaande lid zullen van toepassing zijn.

België heeft volgend voorbehoud geformuleerd : de verplichting in vrijheid te stellen na 30 dagen zal niet gelden in geval de persoon beroep heeft ingesteld tegen de uitleveringsbeslissing of met betrekking tot de wettigheid van zijn hechtenis.

De rechterlijke autoriteiten mogen zich dus schikken naar het stelsel dat ze toepassen voor de Benelux.

7. Remise ajournée ou conditionnelle :

Pour le Benelux le régime antérieur reste applicable.

Pour les relations avec la France, l'Allemagne, l'Espagne et le Portugal, l'article 19 de la convention européenne.

Il correspond à l'article 18 du traité Benelux.

Ainsi, il est possible à la partie requise d'ajourner la remise de l'individu réclamé pour qu'il puisse être poursuivi par elle ou, s'il a déjà été condamné, pour qu'il puisse purger, sur son territoire, une peine encourue à raison d'un fait autre que celui pour lequel l'extradition est demandée. Au lieu d'ajourner la remise, la partie requise peut remettre temporairement à la partie requérante l'individu réclamé dans des conditions à déterminer d'un commun accord entre elles. La Belgique a déclaré dans une réserve qu'elle n'accordera l'extradition temporaire que s'il s'agit d'une personne qui subit une peine sur son territoire et si des circonstances particulières l'exigent.

L'extradition temporaire ne peut donc être autorisée avant la condamnation définitive de la personne en Belgique. Elle est, en outre, subordonnée à la présentation par l'Etat requérant d'éléments justifiant la remise temporaire de la personne avant qu'elle ne puisse bénéficier de la libération conditionnelle.

8. Procédures simplifiées

L'article 66 de la convention de Schengen prévoit une procédure simplifiée.

A. Benelux :

L'article 19 du traité Benelux prévoit déjà la possibilité d'une procédure sommaire d'extradition dans le cas visé à l'article 15 du traité soit dans le cas d'une arrestation provisoire donc en cas d'urgence.

Cette procédure est subordonnée au consentement de la personne devant un officier du ministère public (le conseil peut assister la personne) et la remise ainsi effectuée implique la renonciation à la règle de la spécialité. La personne peut cependant rétracter son consentement jusqu'à la frontière.

Cette procédure sommaire se déroule entre autorités judiciaires.

Elle est maintenue dans les relations Benelux.

B. France, Allemagne, Espagne et Portugal

La convention européenne ne prévoit aucune procédure sommaire.

L'article 66 de la convention de Schengen dispose quant à lui que si l'extradition de la personne n'est pas manifestement interdite par son droit, la partie contractante requise peut autoriser l'extradition sans procédure formelle à condition que la personne y consente par procès-verbal devant un magistrat et après audition par celui-ci pour l'informer de son droit à une procédure formelle. L'avocat peut assister à cette audition. Il faut noter que la notion dans cet article de "membre du pouvoir judiciaire" est une notion propre à la Convention de Schengen à comprendre dans le sens de tout magistrat, y compris les magistrats des parquets.

Cette procédure de la convention de Schengen est donc seulement la consécration de la pratique actuelle. Il ne s'agit pas d'une procédure "sommaire" entre autorités judiciaires, mais d'une procédure simplifiée, qui implique le passage par une décision ministérielle.

Enfin, l'article 66 de la convention de Schengen dispose en son paragraphe 2 que "la personne réclamée qui déclare explicitement renoncer à la protection que lui confère le principe de la spécialité ne peut révoquer cette déclaration".

Il faut signaler que cette irrévocabilité de la renonciation au principe de la spécialité ne trouve pas à s'appliquer pour la Belgique, car la renonciation à la règle de la spécialité est inséparable en droit belge du consentement à l'extradition, ce dernier pouvant avoir lieu jusqu'à la frontière.

7. Uitgestelde of voorwaardelijke overlevering

Voor de Benelux blijft het vroegere stelsel toepasselijk.

Voor de relaties met Frankrijk, Duitsland, Spanje en Portugal wordt artikel 19 van het Europees Uitleveringsverdrag toepasselijk.

Het komt overeen met artikel 18 van het Beneluxverdrag.

Aldus kan de aangezochte Partij de overlevering van de opgeëiste persoon uitstellen opdat hij door haar kan vervolgd worden of, indien hij reeds veroordeeld is opdat hij een straf kan ondergaan op haar grondgebied wegens een ander feit dan dat waarvoor de uitlevering is verzocht. In plaats van de overlevering uit te stellen kan de aangezochte Partij de opgeëiste persoon tijdelijk aan de verzoekende Partij overleveren op in onderling overleg vast te stellen voorwaarden. België heeft verklaard dat ze de tijdelijke uitlevering slechts zal toestaan als het gaat om een persoon die op haar grondgebied een straf ondergaat en indien bijzondere omstandigheden dit vereisen.

De tijdelijke uitlevering kan dus niet worden toegestaan worden voor de definitieve veroordeling van de persoon in België. Zij is bovendien ondergeschikt aan de voorlegging door de verzoekende Partij van de elementen die de tijdelijke overlevering van de persoon rechtvaardigen. Alvorens hij kan genieten van de voorwaardelijke invrijheidstelling.

8. Verkorte procedure

Artikel 66 van de Schengen-Overeenkomst voorziet een verkorte procedure.

A. Benelux

Artikel 19 van het Beneluxverdrag opent reeds de mogelijkheid van een verkorte uitleveringsprocedure in het geval als bedoeld in artikel 15 van het Verdrag hetzij in het geval van een voorlopige aanhouding, dus in geval van spoed.

Deze procedure kan slechts plaatsvinden als de persoon daartoe toestemming geeft ten overstaan van een ambtenaar van het openbaar ministerie (de persoon mag zich laten bijstaan door een raadsman) en de dusdanige overlevering betekent afstand van het specialiteitsbeginsel. De persoon kan zijn instemming intrekken tot aan de grens.

Deze procedure speelt zich af tussen de rechterlijke autoriteiten.

Ze wordt behouden in de Benelux-relaties.

B. Frankrijk, Duitsland, Spanje en Portugal

Het Europees Verdrag voorziet geen enkele verkorte procedure

Artikel 66 van de Schengen-Overeenkomst stelt daarentegen dat indien de uitlevering van de persoon niet kennelijk naar het recht van de aangezochte Partij is uitgesloten, deze Partij de uitlevering kan toestaan zonder dat een formele uitleveringsprocedure plaatsvindt, mits de opgeëiste persoon met zijn uitlevering instemt. Blijkens een door een lid van de rechterlijke macht opgemaakt proces-verbaal en na een verhoor van deze, waarin hij is voorgelicht over zijn recht op een formele uitleveringsprocedure en waarin hij zich heeft kunnen doen bijstaan door een advocaat. Men moet opmerken dat het begrip "lid van de rechterlijke macht" een begrip is eigen aan de Schengen-Overeenkomst waaronder wordt begrepen elke magistraat, ook de parketmagistraten.

Deze procedure van de Schengen-Overeenkomst is dus enkel de bevestiging van de huidige praktijk. Het gaat niet over een "verkorte" procedure tussen rechterlijke autoriteiten maar over een vereenvoudigde procedure die het optreden van een ministerieel besluit meebrengt.

Ten slotte bepaalt artikel 66 van de Schengen-overeenkomst in de tweede paragraaf dat de opgeëiste persoon die uitdrukkelijk heeft verklaard af te zien van bescherming op grond van het specialiteitsbeginsel niet op die verklaring kan terugkomen.

Men moet opmerken dat deze onherroepelijkheid van de afstand van het specialiteitsbeginsel geen toepassing vindt in België vermits de afstand van het specialiteitsbeginsel in het Belgische recht onafscheidelijk verbonden is met de toestemming tot de uitlevering, waarvan deze laatste kan plaatsvinden tot aan de grens.

9. Langues

Pour le Benelux, le régime antérieur reste d'application.

Pour les relations avec la France, l'Allemagne, l'Espagne et le Portugal, l'article 23 de la convention européenne d'extradition dispose que les pièces à produire seront rédigées soit dans la langue de la partie requérante soit dans celle de la partie requise, cette dernière pouvant réclamer une traduction dans la langue officielle du Conseil de l'Europe qu'elle choisira (le français ou l'anglais).

La Belgique a fait en outre la déclaration suivante "si le document est rédigé dans la langue de la partie requérante et que cette langue n'est ni le français ni l'allemand ni le néerlandais, ils doivent être accompagnés d'une traduction en langue française".

A cet égard, il faut noter

— une déclaration de la France qui a choisi le français parmi les langues officielles du Conseil de l'Europe pour la traduction des requêtes et pièces annexes.

— une déclaration de l'Allemagne qui exige une traduction de la demande et documents en allemand ou dans l'une des langues officielles du Conseil (à savoir le français ou l'anglais); il est à noter que ce régime est moins favorable que celui existant jusqu'à présent: le traité bilatéral du 17 janvier 1958 prévoyait en effet en son article 20 que les pièces sont transmises dans la langue de la partie requérante.

— une réserve de l'Espagne qui exige une traduction de la demande et documents qui l'accompagnent en espagnol, en français ou en anglais.

10. Frais

Pour le Benelux, le régime antérieur reste d'application.

Pour les relations avec la France, l'Allemagne, l'Espagne et le Portugal, l'article 24 de la convention européenne d'extradition règle la question de la façon suivante:

— les frais occasionnés sur le territoire de la partie requise sont à charge de celle-ci;

— les frais occasionnés par le transit à travers le territoire de la partie requise sont à charge de la partie requérante (c'est un changement par rapport à la pratique antérieure).

Un paragraphe de cet article est consacré aux frais de transport occasionnés via les territoires non métropolitains de certaines Parties Contractantes. Cependant, ces territoires non métropolitains ont été exclus du champ d'application de la convention de Schengen et, en conséquence, il ne trouve pas à s'appliquer à l'heure actuelle.

CHAPITRE II. — L'entraide judiciaire en matière pénale

1. Procédures pour lesquelles l'entraide judiciaire est possible (article 49 de la convention de Schengen)

La Convention de Schengen élargit le champ d'application de l'entraide judiciaire par rapport au droit antérieur.

Jusqu'à présent, l'entraide judiciaire visait essentiellement des procédures relatives à des infractions dont la répression est de la compétence des autorités judiciaires de la Partie requérante (article 22 du traité Benelux et article 1 de la convention européenne).

Désormais, dans les relations Benelux comme dans les relations avec la France, l'Allemagne, l'Espagne et le Portugal, l'entraide judiciaire sera également possible dans les cas suivants:

1° dans des procédures pour des faits qui sont punissables selon le droit national d'une des deux parties contractantes ou des deux Parties Contractantes au titre d'infractions aux règlements poursuivies par des autorités administratives dont la décision peut donner lieu à un recours devant une juridiction compétente notamment en matière pénale; une telle possibilité existait déjà dans les relations avec l'Allemagne, en vertu d'un protocole additionnel du 17 janvier 1958, en ce qui concerne les "Ordnungswidrigkeiten";

2° dans des procédures d'indemnisation pour des mesures de poursuites ou des condamnations injustifiées;

3° dans les procédures de grâce;

9. Talen

Voor de Benelux blijft het vroegere stelsel toepasselijk.

Voor de relaties met Frankrijk, Duitsland, Spanje en Portugal bepaalt artikel 23 van het Europees Uitleveringsverdrag dat de over te leggen stukken moeten opgesteld zijn in de taal van de verzoekende Partij, hetzij in de taal van de aangezochte Partij. Deze laatste kan een vertaling eisen in de officiële taal van de Raad van Europa die zij kiest (Frans of Engels).

België heeft bovendien volgende verklaring afgelegd "indien het document is opgesteld in de taal van de verzoekende Partij en deze taal is noch het Frans noch het Duits noch het Nederlands, dan moet ze vergezeld zijn van een Franse vertaling".

Dienaangaande moet nog het volgende opgemerkt worden:

— een verklaring van Frankrijk die onder de officiële talen van de Raad van Europa het Frans kiest voor de vertaling van de verzoeken en bijgevoegde documenten;

— een verklaring van Duitsland die een vertaling eist van het verzoek en de documenten in het Duits of in een officiële taal van de Raad van Europa (Frans of Engels); Dit is een minder gunstige regeling dan dewelke tot hertoe bestond: het bilateraal Verdrag van 17 januari 1958 voorzorg immers in artikel 20 dat "de over te leggen stukken worden gesteld in de taal van de verzoekende Partij".

— een voorbehoud van Spanje die een vertaling eist van het verzoek en de documenten in het Spaans, Frans of Engels.

10. Kosten

Voor de Benelux blijft het vroegere stelsel toepasselijk.

Voor de relaties met Frankrijk, Duitsland, Spanje en Portugal regelt artikel 24 van het Europees Uitleveringsverdrag de kwestie op de volgende manier:

— de kosten veroorzaakt op het grondgebied van de aangezochte Partij zijn ten laste van deze;

— de kosten veroorzaakt n.a.v. de doortocht over het grondgebied van de aangezochte Staat zijn ten laste van de verzoekende Partij (dit is een wijziging ten opzichte van de voorheen toegepaste praktijk);

Een paragraaf van dit artikel is gewijd aan de vervoerskosten die veroorzaakt worden via het buiten het moederland gelegen grondgebied van bepaalde Overeenkomstsluitende Partijen. Inmiddels worden deze gebieden van het toepassingsgebied van de Schengen-Overeenkomst uitgesloten en bijgevolg wordt deze paragraaf dus momenteel niet toegepast.

HOOFDSTUK II. — De wederzijdse rechtshulp in strafzaken

1. Procedures voor dewelke wederzijdse rechtshulp mogelijk is (artikel 49 van de Schengen-Overeenkomst):

De Schengen-Overeenkomst breidt het veld van de wederzijdse rechtshulp met betrekking tot het vroegere recht uit.

Tot nog toe betrof de wederzijdse rechtshulp voornamelijk de procedures die betrekking hebben op inbreuken waarvan de beteugeling behoort tot de bevoegdheid van de rechterlijke overheden van de verzoekende Partij (artikel 22 van het Beneluxverdrag en artikel 1 van het Europees Verdrag).

Voortaan zal, zowel in de Benelux-relaties als in de relaties met Frankrijk, Duitsland, Spanje en Portugal, de wederzijdse rechtshulp mogelijk worden in de volgende gevallen:

1° in procedures wegens feiten die volgens het nationale recht van één van beide of beide Overeenkomstsluitende Partijen als vergrijpen tegen voorschriften betreffende de orde door bestuurlijke autoriteiten worden bestraft, mits van hun beslissingen beroep openstaat op een ook in strafzaken bevoegde rechter. Een dergelijke mogelijkheid bestond reeds in de relaties met Duitsland, krachtens een aanvullend protocol van 17 januari 1958, wat betreft de "Ordnungswidrigkeiten";

2° in procedures inzake aanspraken op schadevergoeding wegens maatregelen die verband houden met een strafvervolgning en wegens ongerechtvaardigde veroordelingen;

3° in de behandeling van gratieverzoeken;

4° dans les actions civiles jointes aux actions pénales, tant que la juridiction répressive n'a pas encore définitivement statué sur l'action pénale; une telle possibilité existait déjà dans les relations avec l'Allemagne, en vertu d'un protocole additionnel du 17 janvier 1958;

5° pour la notification de communications judiciaires relatives à l'exécution d'une peine ou mesure de sûreté, de la perception d'une amende ou du paiement de frais de procédure;

6° pour des mesures relatives à la suspension du prononcé ou au sursis à l'exécution d'une peine ou mesure de sûreté, à la mise en liberté conditionnelle, à l'ajournement de l'exécution ou à l'interruption de l'exécution d'une peine ou mesure de sûreté.

2. Infraction fiscales

2.1. Infractions en matière d'accises, de taxe à la valeur ajoutée et de douane (article 50 de la convention de Schengen)

La règle de la Convention européenne d'entraide judiciaire (article 2) est que l'entraide peut être refusée lorsqu'elle porte sur des infractions fiscales.

Toutefois, en vertu de l'article 50 de la convention de Schengen les autorités judiciaires doivent désormais accorder l'entraide judiciaire en matière d'accises, de taxe à la valeur ajoutée et de douane.

Cela concerne les relations Benelux ainsi que les relations avec la France, l'Allemagne, l'Espagne et le Portugal.

En matière d'accises, il est précisé que les demandes basées sur la fraude aux droits d'accises ne peuvent pas être refusées au motif que le pays requis ne prélève pas d'accises sur les marchandises visées dans la demande. Il s'agit d'un aménagement du principe de la double incrimination destiné à faciliter l'entraide dans un domaine où les réglementations varient de façon importante entre les Etats.

Par ailleurs, les autorités judiciaires devront aussi faire application du présent article quand l'entraide demandée a trait à des faits passibles uniquement d'une amende pour infraction aux règlements poursuivie par des autorités administratives et lorsque la demande d'entraide émane d'une autorité judiciaire.

Dans l'hypothèse où la Belgique est l'Etat requérant, il importe d'être attentif au paragraphe 3 de cet article 50, en vertu duquel les informations ou pièces à conviction obtenues ne peuvent être transmises et utilisées pour les instructions ou procédures autres que celles mentionnées dans la demande sans l'assentiment préalable de la Partie Contractante requise. Il conviendra donc le cas échéant que l'autorité belge compétente prenne contact avec l'autorité étrangère qui a accompli l'acte pour obtenir son accord.

Dans l'hypothèse où la Belgique est l'Etat requis, il faut également noter que l'entraide judiciaire dans ce domaine peut être refusée lorsque le montant présumé des droits trop peu perçus ou éludés représente une valeur qui n'excède pas 25 000 ECU, ou que la valeur présumée des marchandises exportées ou importées sans autorisation représente une valeur qui n'excède pas 100 000 ECU, à moins que l'affaire, en raison de ses circonstances ou de la personne du prévenu, ne soit considérée comme très grave par la Partie Contractante requérante. Cette restriction à l'entraide a été insérée à la demande du Luxembourg. Vu le fondement et les objectifs de l'Accord de Schengen, les autorités belges compétentes ne devraient pas en faire usage, sauf s'il s'agit de faits mineurs pour lesquels le principe de proportionnalité entre le fait et la demande justifie un refus.

2.2. Infractions en matière d'impôts directs

Il convient de rappeler qu'en ce qui concerne les relations avec l'Allemagne, l'entraide judiciaire est également prévue pour les procédures répressives en matière fiscale relatives aux impôts directs, en vertu d'un protocole additionnel du 17 janvier 1958.

4° in burgerlijke rechtsvorderingen welke in een strafrechtelijke procedure zijn ingesteld, zolang de strafrechter nog niet onherroepelijk in de strafzaak heeft beslist; Een dergelijke mogelijkheid bestond reeds in de relaties met Duitsland, krachtens een aanvullend protocol van 17 januari 1958;

5° voor de betekening van gerechtelijke mededelingen inzake de tenuitvoerlegging van een straf of maatregel, de inning van een geldboete of de betaling van proceskosten;

6° voor de opschorting van de uitspraak of de tenuitvoerlegging van een straf of maatregel, de voorwaardelijke invrijheidstelling, het uitstel van de tenuitvoerlegging of de schorsing van de tenuitvoerlegging van een straf of maatregel.

2. Fiscale misdrijven

2.1. Overtredingen inzake accijnzen, belasting over de toegevoegde waarde en de douane (artikel 50 van de Schengen-Overeenkomst):

De regel van het Europees Verdrag aangaande de wederzijdse rechtshulp (artikel 2) is dat de wederzijdse rechtshulp mag geweigerd worden wanneer deze betrekking heeft op fiscale misdrijven.

Niettemin, moeten de rechterlijke autoriteiten, krachtens artikel 50 van de Schengen-Overeenkomst, vanaf nu inzake accijnzen, belasting over de toegevoegde waarde en de douane wederzijdse rechtshulp verlenen.

Dit betreft zowel de Benelux-relaties als de relaties met Frankrijk, Duitsland, Spanje en Portugal.

Inzake accijnzen werd gepreciseerd dat de verzoeken wegens ontdoeking van accijnzen niet mogen worden afgewezen op grond van het feit, dat in de aangezochte Staat geen accijnzen op de in het rechtshulpverzoek genoemde goederen worden geheven; Het gaat hier om een aanpassing van het principe van de dubbele incriminatie, die bedoeld is om de rechtshulp in een domein waar de regelingen tussen de Staten op een belangrijke wijze verschillen, te vergemakkelijken.

Bovendien zullen de rechterlijke autoriteiten dit artikel ook moeten toepassen wanneer de gevraagde rechtshulp betrekking heeft op feiten die enkel met een administratieve boete worden bestraft, en het verzoek door een justitiële autoriteit wordt gedaan.

In de hypothese dat België verzoekende Staat is, is het belangrijk opmerkelijk te zijn ten opzichte van paragraaf 3 van het artikel 50 volgens hetwelk de rechterlijke autoriteiten de verkregen informatie of bewijsmiddelen niet ten behoeve van andere dan in het verzoek vermelde onderzoeken of procedures mogen mededelen of gebruiken zonder voorafgaande toestemming van de Overeenkomstsluitende Partij.

In voorkomend geval is het raadzaam dat de bevoegde Belgische autoriteit contact opneemt met de buitenlandse autoriteit die de handeling heeft volbracht om zijn toestemming te bekomen. In de hypothese dat België aangezochte Staat is, moet men eveneens opmerken dat de wederzijdse rechtshulp in dit domein kan geweigerd worden wanneer het vermoedelijke verminderde of ontdoken bedrag een lagere waarde vertegenwoordigt dan 25 000 ECU, of de vermoedelijke waarde van de op regelmatige wijze in- of uitgevoerde goederen minder bedraagt dan 100 000 ECU, tenzij de feiten wegens hun aard of de persoon van de dader door de verzoekende Overeenkomstsluitende Partij als zeer ernstig worden beschouwd. Deze beperking ten aanzien van de wederzijdse rechtshulp is ingevoegd op vraag van Luxemburg. Gezien de grondslag en de doelstellingen van het Akkoord van Schengen zouden de bevoegde Belgische autoriteiten er geen gebruik van moeten maken, behalve als het gaat om kleinere feiten voor dewelke het principe van de proportionaliteit tussen het feit en het verzoek de weigering rechtvaardigt.

2.2. Misdrijven inzake directe belastingen

Het is raadzaam in herinnering te brengen, wat betreft de relaties met Duitsland, dat de wederzijdse rechtshulp eveneens voorzien is voor de betugelende procedures inzake de fiscale materie met betrekking tot directe belastingen, krachtens een aanvullend protocol van 17 januari 1958.

Par ailleurs, il faut souligner que le refus de l'entraide en matière d'impôt directs est seulement une faculté. Dans le souci d'une coopération efficace au sein de l'espace intérieur Schengen, il conviendrait de donner suite aux demandes d'entraide judiciaire portant sur des infractions en matière d'impôts directs dans toute la mesure du possible.

3. Exécution de commissions rogatoires aux fins de perquisition et saisie (article 51 de la convention de Schengen)

Pour apprécier la recevabilité des commissions rogatoires aux fins de saisie et de perquisition dans les relations Benelux et dans les relations avec la France, l'Allemagne, l'Espagne et le Portugal, les autorités judiciaires doivent désormais vérifier l'existence des seules conditions suivantes :

1°. l'exécution de la commission rogatoire est compatible avec le droit de l'Etat partie requis.

Cette condition existait déjà dans les relations Benelux en vertu de l'article 44 du traité ainsi que dans celles avec la France, l'Allemagne, l'Espagne et le Portugal en vertu de l'article 5c de la convention européenne d'entraide judiciaire.

2°. — soit le fait à l'origine de la demande est punissable selon le droit des deux parties d'une peine privative de liberté ou d'une mesure de sûreté restreignant la liberté d'un maximum d'au moins 6 mois; la condition selon laquelle le fait doit pouvoir donner lieu à extradition est par conséquent supprimée;

— soit le fait est punissable selon le droit d'un des deux Etats d'une sanction équivalente et selon le droit de l'autre Etat "au titre d'infractions aux règlements poursuivies par des autorités administratives dont la décision peut donner lieu à un recours devant une juridiction compétente notamment en matière pénale"

Cette disposition déroge à l'article 11 de la loi sur les extraditions et à l'article 24.2 du traité Benelux quant aux conditions de fond requises pour l'exécution de telles commissions rogatoires. Par contre, cette disposition n'entraîne pas de modification quant aux procédures à suivre pour cette exécution. Conformément à l'article 11 de la loi sur les extraditions et à l'article 20.2 du traité Benelux, le consentement préalable de la chambre du Conseil reste requis.

4. La remise de pièces de procédure (article 52 de la Convention de Schengen)

L'article 52 permet d'adresser directement par la voie postale des pièces de procédure à des personnes résidant sur le territoire d'une autre partie. Cette possibilité existait déjà dans les relations Benelux, en vertu de l'article 30 du Traité. Elle est étendue aux autres parties de l'Accord de Schengen. Cette possibilité n'exclut cependant en aucun cas la possibilité de recourir aux autorités judiciaires de l'Etat requis.

En ce qui concerne les envois directs par les autorités judiciaires belges, ceux-ci peuvent être envisagés en ce qui concerne les :

- citations à prévenus, témoins et parties civiles;
- convocations et avis à inculpés, victimes, avocats, témoins, experts, interprètes;
- actes de signification d'arrêts, de jugements, d'ordonnances;
- notifications de résultats d'analyse ou d'expertise;
- notifications de mainlevée de saisie;
- notifications de décisions affectant le permis de conduire;

— propositions de transactions.

Lorsqu'elles envisagent d'utiliser cette voie, les autorités judiciaires doivent veiller à ce que ce choix n'affecte pas les effets juridiques qui doivent être attachés à la transmission des documents concernés. Elles doivent également vérifier que le destinataire de la pièce à transmettre comprenne la langue dans laquelle elle est rédigée. Si ce n'est pas le cas, elles doivent veiller à joindre à l'envoi une traduction de la pièce — ou au moins de ses passages importants — dans une langue de l'Etat de destination.

Bovendien moet onderstreept worden dat de weigering van wederzijdse rechtshulp enkel een mogelijkheid is. De bezorgheid voor een doeltreffende samenwerking in de schoot van de Schengen-ruimte voor ogen, zou het raadzaam zijn gevolg te geven aan de verzoeken tot wederzijdse rechtshulp met betrekking tot misdrijven inzake directe belastingen, binnen de grenzen van het mogelijke.

3. De inwilligbaarheid van rogatoire commissies strekkende tot huiszoeking en inbeslagneming (artikel 51 van de Schengen-Overeenkomst):

Om de inwilligbaarheid van de rogatoire commissies strekkende tot huiszoeking en inbeslagneming te beoordelen in de Benelux-relaties en de relaties met Frankrijk, Duitsland, Spanje en Portugal moeten de rechterlijke autoriteiten vanaf nu enkel het bestaan van de volgende voorwaarden nagaan :

1° de uitvoering van de rogatoire commissie moet verenigbaar zijn met het recht van de aangezochte Overeenkomstsluitende Partij.

Deze voorwaarde bestond reeds in de Benelux-relaties krachtens artikel 44 van het Verdrag alsook in deze met Frankrijk, Duitsland, Spanje en Portugal krachtens artikel 5c van het Europees verdrag aangaande de wederzijdse rechtshulp.

2° — ofwel moet het verzoek ten grondslag liggende feit naar het recht van beide Overeenkomstsluitende Partijen strafbaar gesteld zijn met een vrijheidsstraf of een tot vrijheidsbeneming strekkende maatregel met een maximum van tenminste zes maanden; De voorwaarde volgens dewelke het feit aanleiding moest kunnen geven tot uitlevering is bijgevolg afgeschaft.

— ofwel moet het feit naar het recht van één van beide Staten strafbaar gesteld zijn met een gelijkwaardige sanctie en naar het recht van de andere Staat als een vergrijp tegen voorschriften betreffende de orde door de bestuurlijke autoriteiten worden bestraft, mits van hun beslissingen beroep openstaat op een ook in strafzaken bevoegde rechter.

Deze bepaling wijkt af van artikel 11 van de Uitleveringswet en van artikel 24.2 van het Beneluxverdrag wat betreft de vereiste grondvoorwaarden voor de uitvoering van dergelijke rogatoire commissies. Deze bepaling brengt daarentegen geen wijziging mee wat betreft de te volgen procedures voor deze uitvoering. Overeenkomstig artikel 11 van de Uitleveringswet en artikel 20.2 van het Beneluxverdrag, blijft de voorafgaande goedkeuring van de raadkamer vereist.

4. De overhandiging van de procedurestukken (artikel 52 van de Schengen-Overeenkomst)

Artikel 52 maakt het mogelijk om rechtstreeks via de post procedurestukken over te zenden naar personen die op het grondgebied verblijven van een andere Partij. Deze mogelijkheid bestond reeds in de Benelux-relaties, krachtens artikel 30 van het Verdrag. Ze wordt uitgebreid tot de andere Partijen bij de Schengen-Overeenkomst. Deze mogelijkheid sluit geenszins de mogelijkheid uit om een beroep te doen op de gerechtelijke overheden van de aangezochte Staat.

Wat de rechtstreekse verzendingen betreft door de Belgische gerechtelijke overheden, kunnen deze overwogen worden voor wat betreft :

- dagvaardingen aan beklaagden, getuigen en burgerlijke partijen;
- oproepingen en kennisgevingen aan beklaagden, slachtoffers, advocaten, getuigen, experts, tolken;
- akten van betekening van arresten, vonnissen, beschikkingen;
- kennisgevingen van analyse- of expertiseresultaten;
- kennisgevingen van opheffing van het beslag;
- kennisgevingen van beslissingen die betrekking hebben op het rijbewijs;
- voorstellen tot dading.

Wanneer de gerechtelijke overheid overweegt om deze weg te kiezen, moet ze erop letten dat deze keuze de juridische weerslag die moet gekoppeld worden aan de verzending van de betrokken documenten niet beïnvloedt. Ze moet eveneens nagaan of de bestemming van het te versturen stuk de taal begrijpt waarin het is opgesteld. Zoniet moet bij de verzending een vertaling van het stuk gevoegd worden of tenminste van de belangrijke passages in een taal van het land van bestemming.

La liste des pièces qui aura été communiquée par les autres Etats parties sera diffusée ultérieurement aux autorités judiciaires belges, par le biais du Ministère de la Justice.

5. Transmission des demandes d'entraide (article 53, Convention de Schengen)

En vertu de cette disposition, les demandes d'entraide pourront dorénavant être transmises directement entre les autorités judiciaires de l'Etat requérant et de l'Etat requis. Ce mode de transmission était déjà le mode normal de transmission des demandes d'entraide dans le cadre Benelux, conformément à l'article 38 du Traité. Il constituait également déjà une exception pour les cas d'urgence dans le cadre de la Convention européenne. Ce mode de transmission devient la règle dans les relations entre les Etats parties de la Convention, sans exclure pour autant la possibilité de l'utilisation du canal des Ministères de la Justice ou des Bureaux Centraux Nationaux de l'OIPC Interpol.

La transmission directe devient également la règle pour les dénonciations aux fins de poursuite pour des infractions à la législation relative au temps de conduite et de repos. Cette solution a été adoptée en raison du grand nombre de dénonciations aux fins de poursuite pour ce type d'infractions qui résulte de l'application des législations européennes en vigueur dans ce domaine.

La transmission entre autorités judiciaires peut se faire au niveau des Parquets de première instance ou au niveau des Parquets généraux.

La transmission entre les Ministères de la Justice reste par contre la règle en ce qui concerne :

— les demandes de transfèrement temporaire ou de transit de personnes détenues;

— l'échange de données relatives au casier judiciaire, sauf la possibilité d'échange direct entre les autorités judiciaires de l'Etat requérant et le service compétent de la Partie requise, qui est prévue dans le cadre des relations Benelux (art. 38.2 du Traité);

— les dénonciations aux fins de poursuite autres que celles pour des infractions à la législation relative au temps de conduite et de repos.

Dans les transmissions vers l'Allemagne, les autorités judiciaires doivent être attentives au fait que celles-ci ne doivent pas être adressées au Ministère de la Justice fédéral, mais bien aux Ministères de la Justice des Länder.

Il est à noter qu'en dehors du cadre Benelux, cette possibilité de transmission directe ne dispense pas, dans les cas de demande adressée à la Belgique, de l'obligation d'autorisation ministérielle prévue par l'article 873 du code judiciaire.

Le Ministre de la Justice,
M. Wathelet.

De lijst van de stukken die door de andere Staten zal medegedeeld zijn, zal later verspreid worden aan de Belgische gerechtelijke overheden via het Ministerie van Justitie.

5. De overdracht van de verzoeken om rechtshulp (artikel 53 van de Schengen-Overeenkomst)

Krachtens deze bepaling zullen de aanvragen om rechtshulp voortaan rechtstreeks kunnen overgezonden worden tussen de gerechtelijke overheden van de verzoekende en de aangezochte Staat. Deze manier was reeds de normale manier van verzending van rechtshulpverzoeken in het Benelux-kader overeenkomstig artikel 38 van het Verdrag. Ze was eveneens reeds een uitzondering voor de dringende gevallen in het kader van de Europese Conventie. Deze wijze van verzending wordt de regel in de betrekkingen tussen de staten die lid zijn van de Conventie zonder daarom de mogelijkheid uit te sluiten gebruik te maken van de Ministeries van Justitie of van de Nationale Centrale Bureaus van de OIPC Interpol.

De rechtstreekse verzending wordt eveneens de regel voor de aangiftes met het oog op de vervolging van inbreuken op de rijtijden-wetgeving. Deze oplossing werd aangenomen omwille van het grote aantal aangiftes met het oog op de vervolging voor dit soort inbreuken welke voortvloeien uit de toepassing van de Europese wetgevingen die in dit domein van kracht zijn.

De verzending tussen de gerechtelijke overheden kan gebeuren op niveau van de parketten van eerste aanleg of op niveau van de parketten-generaal.

De verzending tussen de Ministeries van Justitie blijft daarentegen de regel wat betreft :

— de aanvragen om tijdelijke overbrenging of transit van aangehouden personen;

— de uitwisseling van gegevens over het strafregister, behoudens de mogelijkheid van rechtstreekse uitwisseling tussen de gerechtelijke overheden van de verzoekende Staat en de bevoegde dienst van de aangezochte Partij, waarin voorzien wordt in het kader van de Benelux-betrekkingen (art. 38.2 van het Verdrag);

— andere aangiftes, met het oog op vervolging, dan die voor inbreuken op de rijtijden-wetgeving.

In de verzendingen naar Duitsland moeten de gerechtelijke overheden waakzaam zijn voor het feit dat ze niet moeten toegestuurd worden aan het federale Ministerie van Justitie maar wel aan de Ministeries van Justitie van de Länder.

Aan te stippen valt dat buiten de Benelux, de mogelijkheid van rechtstreekse verzending, in het geval van een aan België gerichte aanvraag, niet vrijstelt van de verplichting een ministeriële machtiging te hebben overeenkomstig artikel 873 van het gerechtelijk wetboek.

De Minister Van Justitie,
M. Wathelet.

MINISTERE DES FINANCES

Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines

Publications prescrites par l'article 770 du Code civil

Succession en déshérence de Gevers, Constant Anatole

Gevers, Constant Anatole, célibataire, né à Anvers le 26 juin 1911, domicilié à Anvers, Bisschopstraat 25, est décédé à Anvers le 24 août 1994, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance à Anvers a, par jugement du 12 mai 1995, ordonné les publications et affiches prescrites par l'article 770 du Code civil.

Anvers, le 24 mai 1995.

Le directeur régional de l'enregistrement,
Nuyts, R.

MINISTERIE VAN FINANCIEN

Administratie van de BTW, registratie en domeinen

Bekendmakingen voorgeschreven bij artikel 770
van het Burgerlijk Wetboek

Erfloze nalatenschap van Gevers, Constant Anatole

Gevers, Constant Anatole, ongehuwd, geboren te Antwerpen op 26 juni 1911, wonende te Antwerpen, Bisschopstraat 35, is overleden te Antwerpen op 24 augustus 1994, zonder bekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Antwerpen, bij vonnis van 12 mei 1995, de bekendmakingen en aanplakkingen, voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek, bevolen.

Antwerpen, 24 mei 1995.

De gewestelijke directeur der registratie,
Nuyts, R.